

TRUMPISME »
Trump & l'avenir de l'Occident :
Partie III : « Une idéologie « postmoderne » et ses perspectives »
Roland Benedikter

Trumpisme veut dire radicalisation dans les mots et les faits, rupture avec ce qui a existé jusqu'à présent et personnalisation populiste. Le « Trumpisme » fonctionne, et cela qu'il l'ait voulu ou non, de manière « post-moderne » : non pas explicitement, mais implicitement. Où en sont donc les perspectives ? Une procédure de destitution menace-t-elle ? Ou bien est-ce que la période d'exercice du pouvoir par Trump modifiera durablement la présidence US ? Roland Benedikter se pose ici ces questions, dans ce troisième et dernier volet de sa confrontation avec le gouvernement US de Donald Trump et du passage historique, politique et social émanant de lui de l'alliance des démocraties occidentales.

Ce texte fut rédigé avant que Steve Bannon quittât la Maison blanche. En sont davantage intéressants les endroits du texte à partir du paragraphe VI, dans lesquels il s'agit de la possibilité d'une telle évolution.

La questions c'est ici — en considération de la crise profonde de la présidence américaine de Donald Trump depuis déjà plus d'une demi-année après son investiture — de savoir ce qui va arriver avec les « principes du nouvel ordre mondial » de Trump, dans le cours ultérieur des événements — sans ou avec une idéologie explicite (voir l premier et second volets de cette exposition dans le numéro de décembre 2016 et juin 2017 de *Sozialimpulse* N°4/2016 & 2/2017 [traduites en français (SIRB416.DOC & SIRB217.DOC) et disponibles sans plus auprès du traducteur, *ndf*]. Qu'après déjà quatre mois d'entrée en fonction, à la fin de mai 2017, un investigateur spécial, l'ancien chef de la Police fédérale FBI (*Federal Bureau of Investigation*), Robert Mueller, commença à enquêter sur le scandale, les incongruités et les implications et activités de politiques intérieure et extérieure régulièrement non conformes — manifestes comme présumées — du gouvernement en fonction, rien que ce fait pouvait déjà, à lui tout seul, saper les « plans de mise en ordre mondial » de Trump par une instabilité croissante et une crédibilité décroissante de son gouvernement, voire peut-être même le torpiller d'avance. Il est vrai que le travail de Mueller peut prendre des années pour mettre en évidence des résultats invulnérables et à toute épreuve. La même chose vaut pour les efforts de clarification d'autres institutions enquêtant sur Trump. Jusque-là le président continuera dans l'instauration de son « nouvel ordre politique ». Quel est donc le caractère vraisemblable d'une procédure de destitution de Trump ? Et : comment cette « vision de renouvellement du monde » est-elle étroitement associée à la personne, surtout véritablement pour les USA, de ce président « unique », qui était encore considéré, il y a peu, comme non-possible. Ce « nouvel ordre politique », qu'il édifie d'une part lui-même « sur la scène publique », d'autre part derrière le rideau, en compagnie de l'idéologie que lui souffle Steve Bannon à l'oreille (et d'autres), laissera-t-il des traces derrière lui dans la puissance mondiale des USA, qui s'étendra au-delà de lui-même — avec ou sans procédure de destitution ? Et si c'est le cas qu'est-ce que cela voudra signifier pour l'avenir des démocraties ? Et qu'est-ce que cela voudra dire pour l'Europe ?

I — Le premier semestre de fonction de Trump : une spirale descendante — plus rapide que prévue

En mai 2017, un investigateur spécial indépendant, l'ancien chef du FBI, Robert Mueller, fut chargé d'enquêter au sujet de manquements, d'objections et de plaintes, publiquement déposés en nombre déjà à l'époque, mais aussi de la part des médias, institutions et compagnons de lutte contre Trump. À ces manquements appartenaient :

- *Des contacts inexplicables avec la Russie — non déclarés et surtout contraire à la règle — de son équipe électorale et de ses conseillers. Ils culminèrent, à la fin de mai 2017, par le refus de déclaration et de fournir des documents du premier conseiller à la sécurité de Trump, Michael Flynn, face à la commission*

compétente pour cela du Congrès US¹. Plus tard, sur la base d'une menace pénale, Flynn se déclara prêt à certaines déclarations sur des domaines partiels de l'affaire. Des accusations d'après lesquelles la Russie a déjà accumulé dans le passé, sur un long espace de temps, un matériau de charges systématiques contre Trump et fait pression sur le président actuel, déjà depuis la campagne électorale en vue de ses propres objectifs, alors que ce matériau avait déjà filtré dans les médias par un soi-disant espion britannique du service secret M16, avant le vote et de nouveau immédiatement avant l'investiture de Trump.² Les objections furent nonobstant combattues officiellement et non-officiellement, par le président de Russie Vladimir Poutine, et cela autant dans le champ avancé, comme aussi après, la prise de fonction de Trump : Poutine n'a « aucun dossier-Trump » et « connaît à peine Flynn ».³

- Le beau-fils de Trump et conseiller, Jared Kushner, est censé avoir tenté d'établir *un canal secret de communication*, sous protection d'écoute US, pour le président déjà avant l'investiture de Trump, vers la Russie, par le canal diplomatique russe d'un représentant russe aux USA. Sur ces entrefaites, il doit s'être entretenu, selon le service secret US, dans la *Trump Tower* avec l'ambassadeur russe. Celui-ci fut même plus que surpris par la proposition.⁴ Selon une déclaration officielle de l'ancien chef de la CIA — encore nommé par Obama à se poste — Clapper, à la fin de mai 2017, il n'existait pas de doute que la Russie, à la connaissance de l'équipe de Trump ou bien même en collaboration active avec elle, s'est « immiscée » dans la campagne électorale US et a tenté activement de rendre possible la présidence Trump. Cela signifierait une rupture dans la politique intérieure américaine qui n'a jamais existé auparavant.⁵ Selon l'opinion de Clapper, l'affaire avec la Russie de Trump, ce manquement grave dans l'ensemble de ses implications et dommages, « est clairement dans l'ombre » de celle du Watergate de Nixon. »⁶ Avec cela il fit indirectement comprendre, en juin 2017, que l'introduction d'une procédure de destitution deviendrait tôt ou tard factuellement incontournable.
- En rapport avec cela, se trouvent au centre des *contacts d'affaires criminels de Donald Trump avec les milieux de la mafia russe*, probablement depuis des années, quoique ceux-ci ne sont pas encore suffisamment prouvés au jour d'aujourd'hui. Trump et ses partenaires en affaires doivent se trouver en relations, étroitement et en toute connaissance de cause, avec des groupes de la mafia, qui sont en relation avec le gouvernement russe et ont coopéré sur le sol américain. Ainsi le présentent aussi en Allemagne des enquêteurs formellement indépendants non-policiers de médias, réellement financés par l'état. Or ces milieux d'affaires dépendants de la mafia russe, par des réseaux compliqués et à la charge du milieu gouvernemental russe, sont censés avoir sauvé Trump de la banqueroute, à plusieurs reprises depuis les années 1990, et certes dans le cadre d'une stratégie occulte qui consistait à rendre de grandes personnalités d'affaires dépendantes de la Russie. Il existe

¹ **APA** : L'ex-conseiller de Trump refuse de déclarer, 22.05.2017.

² **Bild Zeitung** : Prétendus dévoilements sur le prochain président US. Démasqué ! L'homme qui rédigea les dossier Trump. Quelle crédibilité a l'ex-espion du M16 ?, 12.01.2017, <http://www.bild.de/politik/ausland/donald-trump/das-ist-der-spion-49740392.bild.html> Voir Bradley Hope, Michael Rothfeld & Alan Cullison: *Christopher Steele, ex-officier du Service secret britannique, dit avoir préparé un dossier sur Trump. L'ancien espion est directeur de l'Orbis Intelligence Ltd basée à Londres* : **The Wall Street Journal**, 11 janvier 2017, <https://www.wsj.com/articles/christopher-steele-ex-british-intelligence-officer-said-to-have-prepared-dossier-on-trump-1484162553?mod=e2tw>

³ **Bild Zeitung** : Dans une entrevue avec l'envoyé US d de NBC News : Poutine : « Je n'ai aucun dossier Trump... et Michael Flynn, l'ancien conseiller en sécurité de Trump, je le connais à peine », 05.06.2017, <http://www.bild.de/politik/ausland/donald-trump/putine-ich-kenne-flynn-kaum-52046768.bild.html>

⁴ **APA** : Kushner tombe « entre chien et loup ».

⁵ **Clapper** : « Pas de doute » que la Russie était derrière « celui qui fourre son nez partout ».

<http://www.cnn.com/videos/politics/2017/05/30/james-clapper-over-whelming-evidence-russian-meddling-sot-newday.cnn>

⁶ **BBC News US& Canada** : L'enquête Trump-Russie est « plus grosse que le Watergate », déclare Clapper, 8 juin 2017, <http://www.bbc.co.uk/news/world-us-canada-40189857>

à ce propos une remarquable enquête de la ZDF-Recherche, au sujet de laquelle des auteurs s'interrogent : « *Liaisons dangereuses : Le président-US Donald Trump s'est-il rendu coupable en tant qu'homme d'affaires, d'un complot criminel ? Ses liaisons avec la Russie ne sont-elles pas plus étroites qu'il l'affirme ?* » À la ZDF, des documents ont été présentés qui semblent prouver cela. Depuis des mois des commissions du Congrès US enquêtent pour savoir si la Russie a pris de l'influence sur les élections US et si elle eut des liens avec Donald Trump et son équipe de campagne. Johannes Hano et Alexander Sarovic [se consacrèrent] à la recherche des traces. À l'occasion, ils se heurtèrent aux alliances entre les gros syndicats des mafias américaine et russe et la *Trump-Tower*. « Une longue liste de personnages de haut rang du crime organisé résidèrent dans la *Trump-Tower*. Non seulement des criminels américains, mais encore aussi des gangster issus de Russie, du Kazakhstan et de l'Ukraine. Ils utilisèrent la *Trump-Tower* comme centre de machinations criminelles — parmi lesquelles, jeux de hasard, prostitution et commerce de drogue », explique la ZDF, Scott Horton, un expert anti-corruption mondialement sollicité. Lors de leurs recherches, ils [Hano et Sarovic] se heurtèrent aussi aux relations d'affaires de Trump avec la firme *Bayrock*. Le président US y prit part pour au moins un projet commun, le *Trump Sobo*. L'un de ses partenaires dans ce projet fut l'exilé russe Felix Sater, un fraudeur condamné en justice et criminel violent, possédant les meilleurs contacts en Russie. Pourtant même si Trump avait connaissance lui-même du passé douteux et des machinations de son partenaire, ces relations d'affaires continuèrent. Mais avec cela, Donald Trump s'est rendu coupable, déclare l'avocat Fred Oberlander qui est en procès avec Bayrock. « Le FBI avait Trump à l'œil depuis longtemps et s'intéressait de plus en plus au passé du président et à ses relations d'affaires toujours hautement interlopes. Un motif pour cela : pour quelle raison le directeur du FBI, James Comey dut-il s'en aller ? Le plus puissant homme du monde pourrait se trouver sous pression. »⁷ Le reportage de la ZDF fut même, entre temps, soi-disant réclamé pour les enquêtes du FBI. En dépit des menaces ouvertes de Trump contre sa personne à partir de juin, Comey fit sa déposition officielle au sujet de la relation avec le président US devant la commission d'enquêtes des services secrets US⁸ — et menaçait ainsi de précipiter Trump dans la phase préparatoire d'une procédure de destitution. Car il confirma expressément qu'il se sentait sollicité par Trump d'arrêter les enquêtes. En outre, il reprocha des « mensonges » au président en exercice.⁹ Si l'interprétation de la déclaration de Comey laissait reconnaître une entrave des enquêtes par le président, cela pourrait devenir difficile pour Trump. Car une influence exercée sur le chef du FBI par le président sur des enquêtes contre sa propre équipe, ne pourrait plus ouvertement laisser simplement spectatrice la majorité républicaine.

- *multiples et impénétrables intérêts d'affaires de la famille Trump, qui mènent à de constants conflits d'intérêts et entrent en collision directe ou indirecte avec sa tâche de président.*¹⁰
- *Le reproche de trahison ouverte dévoilant à la Russie des activités secrètes anti-daech d'alliés US lors d'une rencontre avec le ministre des affaires étrangères Lavrov et des diplomates russes, à la Maison*

⁷ **ZDFzoom** : *Liaisons dangereuses. Trump et ses partenaires en affaires*. ZDF 2017, première émission : 24.05.2017, <https://www.zdf.de/dokumentation/zdfzoom-geferliche-verbindungen-100.html> et <http://www.heute.de/zdfzoom-dokumentation-gehaerliche-verbindungen-trump-und-seine-geschaeftpartner-4732790.html>

⁸ *Ebenda.*

⁹ *Ebenda.*

¹⁰ **BBC US & Canada** : *Donald Trump: une liste de conflits d'intérêt potentiels*, 18 avril 2017, 7 juin 2017, <http://www.bbc.com/news/world-us-canada-38069298>. Voir Jeremy Venook: *Des intérêts de Trump versus une édition de USA, Arabie Saoudite. Au travers d'un groupe de lobby le pays règle à peu près 270 000 \$ à l'hôtel du président à Washington D.C.* Dans **The Atlantic** : <http://www.theatlantic.com/business/archive/2017/06/donald-trump-conflicts-of-interests/508382/>

blanche en mai 2017.¹¹ En avril déjà, Trump, dans des entretiens avec le président des philippines, Rodrigo Duterte, avait, contrairement à la règle, révélé des positions secrètes de deux sous-marins nucléaires américains — les deux manifestement arbitrairement, pour ainsi le revendiquer et se montrer personnellement comme le « plus fort ».¹²

- *La guerre systématique et ouverte de Trump contre le quatrième pouvoir démocratique aux USA : les médias.* Le premier pas, aussi grave que non nécessaire, pour le démontage de soi, s'ensuivit tôt, dès février 2017, sous la forme de la violation d'un tabou qui n'est jamais arrivé dans l'histoire des USA : l'exclusion des médias particuliers comme indésirables au *briefing* de la Maison blanche.¹³ Tous les commentateurs des médias indépendants étaient d'accord pour affirmer : « Le pas d'exclusion des médias de la Maison blanche est totalement non-américain »¹⁴ Entre les campagnes anti-médias du candidat aux élections et celles du président US il n'existe donc aucune différence importante de discours et dans la prise de parole officielle.¹⁵ Depuis son entrée en fonction, Trump n'a cessé de traiter les médias « d'ennemis des américains » : « Dans un message sur Twitter, que le président a posté vendredi après midi (temps du lieu), il qualifie certains médias américains « d'ennemis des Américains ». Avec cela, il fait un pas de plus, du reste, dans son combat contre la libre expression d'opinion. Jusqu'à présent, il traitait en effet certains articles — avant tout ceux du *Washington Post*, *New York Times* et *CNN* de « fake news ». Certains journalistes furent aussi diffamés par lui comme des menteurs. À présent le Républicain écrit textuellement : « Les Médias des fausses nouvelles (faisant naufrage @nyimes, @NBCNews, @ABC, @CBS, @CNN) ne sont pas mes ennemis, ce sont des ennemis du peuple américain ! »¹⁶ Et de plus le premier ministre australien Malcolm Turnbull déclara à ce propos : « Un politicien, qui se plaint des journaux, c'est comme un marin qui se plaint de la mer. »¹⁷ Néanmoins la guerre contre les médias représente l'une des rares constantes, non seulement à l'intérieur de la montée politique de Trump, mais au contraire tout au long de sa vie — et ne trouvera donc aucun apaisement et pas non plus à partir de raisons opportunistes basées sur des sondages ou des approbations. Le côté opposé a aussi rompu tous les ponts depuis longtemps. La montée de Trump a conduit à une poussée de rajeunissement des médias, jamais enregistrée auparavant aux USA dans ce domaine. Les journalistes intellectuels et critiques font florès, le lectorat croît. Sous Trump, les médias se sentent vraiment comme la « quatrième force » de la société publique et désormais, il ne s'agit plus seulement de *quelque peu*, mais de *tout*. Jamais les médias US ne furent aussi conscients de leur importance pour l'avenir des démocraties mondiales — et des USA comme leur « **phare** » (*beacon* en anglais, ndt) historique, que sous Trump.

¹¹ Jim Acosta et al. : *Trump a une très, très bonne rencontre avec Lavrov, Kislyak à la Maison blanche*, dans : CNN, 10 mai 2017, <http://edition.cnn.com/2017/05/10/politics/trump-lavrov-tillerson-meeting/>

¹² Associated Press (AP) : *Trump révèle la position de 2 sous-marins nucléaires au président des Philippines*, dans *Los Angeles Times*, 24 mai 2014, <http://www.latimes.com/politics/la-fg-trump-philippines-20170527-story-amp.html>

¹³ BBC US & Canada : *La Maison blanche bannit certains médias de son briefing*, 25 février 2017, <http://www.bbc.com/new/world-us-canada-39085235>. Voir Dylan Byers, Sara Murray et Kevin Liptak : *La Maison blanche bloque l'organisation des informations en provenance du briefing de presse* dans : CNN Media, 24 février 2017, <http://money.cnn.com/2017/02/24/media/cnn-blocked-white-house-goggle/index.html>

¹⁴ Christina Mandueley et Jason Kurtz Tapper : *Exclure la presse de la Maison blanche est anti-américain* dans CNN Politics, 24 février 2017, <http://www.cnn.com/2017/02/24/politics/jake-tapper-white-house-trump-unamerican-cnntv/index.html>

¹⁵ Kevin Liptak : *Trump adopte le style de campagne certifié conforme à sa victoire* Dans CNN Politics, 24 février 2017, <http://www.cnn.com/2017/02/24/politics/donald-trump-cpac-speech/index.html>

¹⁶ *Bild Zeitung* : *Trump prend Comey en ligne de mire*, 19.02.2017, <http://www.bild.de/politik/trump/donald-trump-nachrichten-ticker-48914822.bild.html>

¹⁷ *Sputniknews* : *Le premier ministre australien conseille à Trump de prendre exemple sur Churchill*, 17.02.2017 ; <https://de.sputniknews.com/politik/20170217314590797-australiens-premier-gibt-trump-rat/>

- *Le paradoxe parfois de Trump, mais dans tous les cas à double sens, jusqu'à la politique de confrontation avec les femmes.* Sa fille, par intervalle, préférée et sa souffleuse, femme d'affaires et *Society-Celebrity*, Ivanka Trump, veut contrer le sexisme crû de son père par des « initiatives de femmes » non réellement crédibles — comme, parmi d'autres, « *Women20 Summit* », à la fin d'avril 2017 à Berlin.¹⁸ Ivanka, eu égard à la relation soi-disant plus épineuse de Trump avec son épouse Melania et aussi sur la base de la « disposition sacrificatoire » notoire des personnes dans son entourage — raison pour laquelle ceux qui restent prennent sans exception leur distance vis-à-vis de lui — s'est rehaussée au rang de « conseillère » la plus importante et en même temps *Ersatz* de « *First Lady* » à son côté. Trump dit clairement d'elle, en faisant le coquet avec des nuances incestueuses, ce par quoi il sert ainsi des milieux au sein des radicaux religieux pu cultivés dans le pays, qu'il « sortirait » [*to date = to go out with = sortir avec quelqu'un, ndt*], avec elle, si elle n'était pas sa fille — et il l'emmène officiellement en voyage comme une « femme à son côté ».

- *De nombreuses allusions racistes de Trump* — moins contre les Afro-américains, que beaucoup plus à l'encontre des *Latinos* et Asiatiques, parmi lesquels les émigrants mexicains, qu'il stigmatisa comme « criminels » — dans le cours de sa vie pré-politique comme aussi de celle politique. Cela n'est pas même accepté dans son propre parti, chez les Républicains, sans quelques grognements mêlés (aile droite) jusqu'à une atmosphère de scandale-(atténué) de *political-correctness*. Malgré cela, la plupart de ceux, qui sont dans le parti républicain, n'espèrent carrément — et manifestement simplement aussi — qu'à une seule chose sous Trump : **oublier**. Car les Républicains sont, en vertu de la Cour suprême, la plus haute instance juridique américaine, — souvent aussi caractérisée comme la deuxième instance la plus puissante des USA, après le président — sont quand même coupables d'une exclusion des électeurs afro-américains du processus démocratique, selon des certifications mêmes d'experts de mai 2017. Le parti républicain est censé avoir tenté, par exemple, en Caroline du Nord, déjà lors de l'élection présidentielle de 2012, de rendre consciemment et systématiquement « sans influence » ces groupes d'électeurs, au moyen d'un nouveau découpage des circonscriptions électorales contraire à la réglementation.¹⁹

- *La politique anti-scientifique agressive de Trump.* Elle englobait, déjà auparavant et encore plus gravement depuis son entrée en fonction, les plus vastes et incisives amputations budgétaires de la recherche américaine de mémoire d'homme, y compris un déplacement systématique des moyens budgétaires en direction de la recherche militaire, pour faire plaisir à des groupes d'électeurs conservateurs.²⁰

- *La relation d'inimitié de Trump avec un groupe puissant au sein du parti républicain — de plus en plus réciproque et agressive* — au sujet du sénateur de l'Arizona, John McCain, outragé à plusieurs reprises, avec des arguments obscènes et absurdes dans la campagne électorale. Celui-ci tenta, dès le début d'exclure Trump de la candidature présidentielle, par la suite, de le refouler à la primaire républicaine et enfin de rendre impossible sa désignation par le congrès des Républicains. Et ceci de la même façon à partir de motifs concrets, idéologiques et personnels. McCain a comparé la mise à pied du chef du FBI, James Comey, en mai 2017 avec le « *Watergate* » de Nixon et cela sans équivoque, aussi bien en considération de la qualité comme aussi des origines et des conflits d'intérêts — ce qui a représenté le début d'une scission, interne au parti, par « rupture de solidarité ». La question est à présent de savoir combien de députés républicains, dans les mois ou les années qui viennent, suivront l'appel,

¹⁸ *Die Welt* : Huées contre un grand thème d'Ivanka Trump aux USA, 26.04.2017,

<https://www.welt.de/politik/ausland/article164014129/buhrufe-geegn-ivanka-trump-grosses-thema-in-den-USA.html>

¹⁹ *BBC* : Le Républicains ont utilisé la race pour redessiner les circonscriptions électorale de la Caroline du Nord, 22 mai 2017, <http://www.bbc.com/news/world-us-Canada-40002569>

²⁰ *Science* : Qu'est-ce que demande le budget de 2018 de Trump comme science ? 23 mai 2017, <http://www.sciencemag.org/news/2017/05/what-s-trump-s-2018-budget-request-science>

à peine dissimulé du groupe de McCain, envers une destitution anticipée ou pour le moins, un affaiblissement décisif interne de Trump — et si possible aussi plus actif et officiel.

- Le *népotisme* — déjà mentionné et *carrément démonstratif de la gestion des fonctions de sa charge par Trump*, qui est célébré²¹ par des membres de sa famille carrément en public comme la dimension nouvelle d'une « politique d'efficacité » américaine — a été depuis longtemps dans son propre parti, un sujet de brouille durable. Cela entrave jusqu'à les rendre impossibles des découvertes de solutions politiques.
- Selon l'opinion de ses *critiques académiques* proéminents, — et parmi eux, ceux de l'*US Council on Foreign Affairs*, Trump a en quelques mois mis en pièces non seulement *toute la porcelaine en politique étrangère*, mais plus encore et vers l'intérieur, *l'administration US*, en faisant preuve, depuis son entrée en fonction, selon les *Foreign Affairs* de « trois types de comportement : comme un président *normal, incompétent et dangereux*. L'aspect normal — et donc des politiques, stratégies et nominations conventionnelles républicaines — est [sous Trump], généralement une politique comme c'est l'usage de la faire (*politics as usual*). L'aspect d'amateurisme — trifouillages et tripotages prématurés [et immatures] — c'est quelque chose qui se produit plus ou moins à chaque fois [aux USA], lorsque le pouvoir change de main. Pourtant ceci serait encore ici considérablement renforcé par un équipe inhabituellement inexpérimentée. Le troisième des aspects, le danger par le président, est nonobstant unique. Tout gouvernement US [*administration*] qui veut encourager ce qui est nouveau [*spins*, à savoir, en fait, au sens « d'une présentations sous un jour différent », en français, *ndt*], combat avec la presse, et la bureaucratie et s'efforce en même temps aussi peu que possible de laisser pénétrer un discernement dans son travail. Mais des gens « normaux » de la Maison blanche ne mentent pas de façon réitérée ; ils ne déclarent pas la guerre aux médias dominants [mainstream-médien] ; ils ne poursuivent aucuns buts radicaux, tout en rendant en même temps risible l'*input* [contribution, participation et apport, *ndt*] professionnel ; et ils ne refusent pas non plus d'accepter des enquêtes indépendantes. La manière dont on a à prendre au sérieux de telles sorte de comportements [inhabituels] dépend de la manière dont on interprète les motivations qui se trouvent à l'arrière-plan. Dans le cas de Trump, celle-ci fait manifestement s'interroger beaucoup sur le fait de savoir s'il est « seulement fou ou bien consciemment scélérat ». Par exemple, sont-ce les très lentes nominations des hauts fonctionnaires, un signe de faible *management* ou bien une tentative consciente de « déconstruire l'état administratif » comme l'exprime le gourou de Trump, Steve Bannon ? La mise en congé d'énergies administratives expérimentées (*experienced Senior officials*) est-elle seulement une sorte biscornue d'avoir la main sur la transition entre deux présidents ou bien plutôt un nettoyage ciblé pour se débarrasser d'obstacles éventuels et de personnes susceptibles éventuellement de tirer la sonnette d'alarme (*Whistleblower*) ? Tous les mensonges ne sont-ils dû qu'au hasard ou bien à une conspiration consciente afin de faire diversion aux critiques et de saper ainsi tout discours raisonnable ? Quoi qu'il en soit : le dommage est occasionné. Ainsi G. John Ikenberry renvoie aux dommages que cette présidence a ajoutés à l'ordre libéral international. Philippe Gordon esquisse, comment la continuation du cours jusqu'à présent adopté par les choses de cette administration peut conduire à trois guerres diverses. Et Robert Mickey et d'autres, documentent les détériorations toujours plus profondes des normes et pratiques démocratiques de l'Amérique (sous Trump).»²²

Si l'enquêteur spécial Mueller, qui a commencé son enquête en mai, s'en tient à toutes ces insuffisances, scandales et cas de manquements criminels conscients sur la base de conflits d'intérêt et à la panique qui s'empare de plus en plus de la Maison blanche, elle-même déchirée par les querelles ainsi que le respect des

²¹ Emily Shugerman : *Le fils de Donald Trump désigne le ,népotisme comme une belle chose*, à l'endroit cité précédemment.

²² Gideon Rose : *L'état actuel de la destruction ? Ce qu'il en est à l'intérieur*. dans *Foreign Affairs*, numéro de mai/juin 2017, <https://www.foreignaffairs.com/articles/2017-04-17/present-destruction?cid=int-nil&pgtype=hpg®ion=br2>

droits US et une partie de la scène politique US opportuniste, ses enquêtes pourraient bien théoriquement se développer comme une étape préparatoire à une procédure de destitution. Il n'y en eut que trois de ce genre dans l'histoire des USA, parmi lesquelles celles, contre Richard Nixon en 1974 et Bill Clinton en 1999, qui dans l'ensemble échouèrent, ce par quoi Nixon néanmoins, se retira sur le plan formel, avant que la plainte pût intervenir. Selon des dirigeants démocrates US comme Jack Reed, un questionnement de Trump sous serment par l'investigateur spécial Mueller, sera tôt ou tard inévitable. Reed déclara en juin 2017 textuellement : « *At some point, Mueller would feel he has to depose the president* ». ²³ [À un moment ou à un autre, Mueller pourrait sentir qu'il doit « interroger sous serment » ou bien « « déposer » le président, *ndt*] Reed utilise ici le concept suggestif “*depose*”, qui signifie aussi bien « interroger sous serment » que justement « déposer ». ²⁴

II — Une procédure de destitution menace-t-elle Trump ? l'attention US de l'économie dit oui. De célèbres amis prennent de manière prophylactique leur distance comme aussi de célèbres opposants.

Dans le cas d'une plainte formelle de destitution, cela deviendra tout aussi serré pour Trump. Car le système US d'équilibre réciproque des institutions (« *check and balance* [contrôle et compensation]) ne dépose ensuite une plainte que lorsqu'il y a des preuves évidentes [*evidences*] ; c'est pourquoi aux USA, après Nixon, le principe en valeur c'est qu'une procédure ouverte, s'accompagne le plus souvent d'une haute vraisemblance de culpabilité. Le cas Clinton, de la fin des années 1990, fut une exception dans une situation historique, économique et culturelle, très favorable au président en fonction. Sa procédure de destitution fut violemment refoulée par son parti, quoique jusqu'à présent, des preuves se présentent foncièrement de sa réelle culpabilité — en premier lieu concernant son mensonge contre le Congrès et l'opinion publique.

Le scientifique Allan J. Lichtman ²⁵, professeur de politique de l'université américaine dans la capitale Washington D.C. qui jusqu'à présent, a toujours été le seul et unique à prédire le résultat de l'élection de tous les présidents, y compris celui qui apparaissait le plus hautement improbable, Trump — et toujours en conséquence de cela — il a exprimé l'attente fondée que Trump n'atteindrait pas la fin de son mandat, mais serait soumis à une procédure de destitution, qui aurait lieu avant la prochaine élection — prévue pour novembre 2020. Selon **CNN** depuis la fin mai 2017, la Maison blanche se prépare maintenant activement à cette procédure de destitution, tandis qu'elle consulte une légion d'avocats à ce sujet et développe avec eux des contre-stratégies. ²⁶ Trump lui-même s'est pris un avocat personnel pour sa défense et pour les évolutions à venir, Marc Kasowitz, qui lui était déjà venu en aide dans des procédures pré-politiques. ²⁷

Sous la pression de la série de scandales sans exemple, depuis mai 2017, même des « amis » de Trump ont pris leur distance — dans leur énorme majorité, il est vrai, malgré une plus grande part de popularité personnelle de sa politique qui ne lui apporte pas vraiment le salut parmi eux — pour ne désigner qu'un exemple, le chanteur du groupe *Aerosmith*, Steve Tyler que Trump — comme un des moins bien connus artistes US — caractérisait « d'ami proche ». Car Trump organisait, avant sa carrière politique, des concerts pour Tyler :

²³ **CNN Politics** : *Senateur : I'd expect Mueller to depose Trump*, 9 juin 2017,

<http://www.cnn.com/videos/politics/2017/06/09/jack-reed-mueller-depose-trump-sot-wolf.cnn>

²⁴ *Ebenda*.

²⁵ Robert Tannenbergh : *Le professeur qui prévient Trump, le détermine de nouveau* dans **Die Welt**, 18.04.2017, <https://www.diewelt.com>

²⁶ Evan Perez : *Sources : Les conseillers juridiques de la Maison blanche font des recherches sur la destitution*. Dans **CNN Politics**, 19 mai 2017, <http://edition.cnn.com/2017/05/19/politics/donald-trump-white-house-lawyers-research-impeachment/index.html>

²⁷ Tom Schoenberg et Shannon Pettypiece : *Trump embauche l'avocat Kasowitz de longue date pour les enquêtes russes*, dit une source, dans : **Bloomberg News**, 24 mai 2017, <https://www.bloomberg.com/politics/articles/2017-05-24/trump-said-to-hire-longtime-lawyer-kasowitz-for-russian-probes>

« Le président-US Donald Trump caractérise comme un ami le chanteur d'Aerosmith, Steven Tyler — au sujet de la politique duquel Tyler ne pense cependant rien. « Elle est vraisemblablement totalement dans l'ordre des choses, je présume », dit le chanteur de 69 ans. « Donald Trump est un bon ami à moi ». Il avait déjà assisté à quelques concerts d'*Aerosmith*. Tyler prend, il est vrai, ses distances de la politique de celui-ci. « Je ne sais pas non plus quel cheval il est en train de monter. Nous sommes tous étonnés de ce qu'il besogne », dit-il. « Trump choque la planète entière avec son comportement. »²⁸

Tyler se caractérise, il est vrai lui-même, comme un « dépravé ». Il passe pour être une copie *kitsch* du Rolling Stones, Mick Jagger, dont il imite sans honte le style depuis ses débuts — un authentique ami digne de Trump, eu égard aux innombrables reproches de plagiat contre Trump lui-même et aussi contre son épouse Melania. Ainsi par exemple, en relation au célèbre discours de Melania, directement recopié en partit de Michelle Obama, dans la campagne électorale de 2016 que les médias US ont pulvérisé avec jouissance.²⁹ L'équipe de Trump fit en sorte — dans un style typiquement trumpien du bouc émissaire — d'en rendre finalement responsable une « collaboratrice enthousiaste » : celle-ci s'obligea courageusement pour cela à en assumer publiquement la seule et unique responsabilité et à s'excuser pour une faute individuelle.³⁰

Mais aussi d'autres politiciens expérimentés, largement plus sérieux, couronnés de succès en *intertainment* et politique, mais en même temps non moins de célèbres « amis de parti », comme on les appelle, en vinrent à entrer rapidement en confrontation claire et ouverte avec Trump. Ainsi à la fin de mai 2017, « Arnold Schwarzenegger, né styrien [en Styrie, région d'Autriche, *ndl*], qui fit une carrière à Hollywood, considéra le président US Trump comme un représentant de « l'âge de pierre ». À 69 ans, Schwarzenegger émit une critique tranchante, en marge du Festival de Cannes, à l'égard de la politique de Trump, en matière de climat et d'énergie. « Il est retourné à l'âge de pierre », déclara l'ancien gouverneur de Californie sur son ami du parti républicain. Il blâma en particulier un décret de la fin mars. Avec ce décret, le président avait fait disparaître plusieurs dispositions de protection du climat de son prédécesseur Barack Obama. »³¹

En juin 2017, Schwarzenegger, en ancien gouverneur républicain modéré sur la base des réussites de sa politique, par exemple dans le domaine environnemental en Californie — toujours aimé et aussi bien apprécié, en interne, dans le parti républicain dans le pays — diffusa une série remarquable de vidéos dans laquelle il s'adresse directement et frontalement à Trump en lui donnant du « tu » et requiert de sa part un renversement de son « trumpisme ». Au début de juin son discours avait été pris en compte par plus de 74 millions de personnes dans le monde. Schwarzenegger renvoyait au fait qu'un « homme tout seul ne peut pas arrêter la révolution des énergies propres ! Un homme seul ne peut pas tous nous renvoyer dans le passé. Votre *job*, monsieur Trump, comme président, c'est de protéger les gens. Deux cents mille êtres humains meurent chaque années aux USA de la pollution de l'air — et plus de la moitié de nos rivières et fleuves sont si pollués que notre santé en est mise en danger. Par peur d'un avenir incertain, de nombreux êtres humains regardent en arrière. Mais c'est un faux chemin. Maints d'entre nous savent de quoi aura l'air un futur avec une énergie propre. Et en cela, il n'y a rien d'angoissant. Souvenons-nous des hardis meneurs qui nous ont dirigé dans le futur. Monsieur le président, décidez-vous pour l'avenir. L'état fédéral de Californie a pris un rôle d'avant-garde aux USA. Avec les lois qui furent adoptées durant mon temps de gouverneur, la Californie est devenue l'État phare dans les domaines de la protection de l'environnement

²⁸ *Austria Press Agency (APA)* : *Le chanteur d'Aerosmith se distancie*, 21 mai 2017.

²⁹ *BBC News* : *Élection US :Melania Trulmp « a plagié » Michelle Obama*, 19 juillet 2016, <http://www.bbc.com/news/election-us-2016-36832095>

³⁰ *Chicago Tribune* ; *Le porte-parole de Trump présente ses excuse pour plagiat dans le discours de Melania Trump*, 20 juillet 2016, <http://www.chicagotribune.com/news/nationalworld/politics/ct-melania-trumps-speechwriter-plagiarism-20160720-story.html>

³¹ *APA* : *Schwarzenegger critique Trump*, 23.05.2017.

et de la croissance industrielle. La protection de l'environnement ne détruira pas économie — elle lui donnera un nouveau tour de manivelle ! »³²

Schwarzenegger alla si loin qu'il déclara — « Voyez-vous, monsieur Trump, les êtres humains se lèveront. Des gouvernements locaux et régionaux se lèveront. Ils rempliront le vide que vous engendrez ! »³³ — et exigeront des niveaux gouvernementaux locaux, régionaux et fédéraux de saisir par le bas l'agenda anti-protection du climat de Trump, « pour ne pas laisser Washington D.C. tenir la barque. »³⁴ Selon Schwarzenegger, 70% de toutes les émissions environnementales des USA peuvent être contrôlées aux niveaux local, régional et de l'état fédéral — et donc une « révolution de la base » contre l'actuel gouvernement est le seul et unique moyen de saisir courageusement l'avenir. Aux USA, aura donc lieu une grande « révolution d'en bas » contre le « Trump, la-haut » — comme pour tous les grands mouvements progressifs de l'histoire.³⁵ Le monde a besoin, selon Schwarzenegger, d'une « révolution de la base contre le trumpisme, pour sauver la planète. »³⁶

Avec cela, Schwarzenegger identifia soudainement Trump, dans une inversion de rhétorique parfaitement fondée, avec toutes les relations avec Washington D.C., détestées de toutes parts et sa « mentalité d'*insider* [initié, natif] » — à la grande inquiétude de l'*establishment* de Trump, qu'en « *Schwarzji* » soit reconnu tout d'un coup un nouvel ennemi principal « de l'intérieur ». Si seulement ce n'était que le seul !

Dès avant l'entrée en fonction de Trump, au début de janvier 2017, la vedette oskarisée, Meryl Streep, représentante de la large « majorité silencieuse » dans l'industrie US du divertissement et reconnue dans l'ensemble de la communauté de cette industrie comme une activiste démocrate crédible, lors de l'attribution du *Cecil B. De Mille Award* dans le cadre de la cérémonie de la remise des *Golden-Globes* largement suivie dans le monde, a tenu un discours émotionnel contre Trump. Ceci en suscitant autant l'attention nationale qu'internationale. Elle y stigmatisa, entre autre, le noyau du « trumpisme » comme conception du monde et d'évaluation du monde, en prenant comme exemple, la moquerie de Trump à l'égard d'un journaliste handicapé lors de la campagne de 2016, en déclarant ce qui suit :

« Vous et nous tous ici dans cet espace, nous appartenons en ce moment au segment le plus calomnié de la société américaine. Or il y eut ici une production de théâtre [*performance*] en cette année (2016), qui m'a particulièrement marquée. [...] —, non pas parce qu'elle était bonne cette *performance* ; il n'y eut rien de bon en elle. Mais elle fut efficace et engendra l'effet souhaité : des rires chez les spectateurs. Ce fut se moment lors duquel la personne qui revendique de s'asseoir sur le siège le plus respecté de notre pays, singea un reporteur handicapé en public. Donc quelqu'un qui, en regard de cette personne moquée, la surpasse largement en privilèges, pouvoir et possibilités. Mon cœur se brisa lorsque je vis cela et je ne peux plus me l'ôter de la tête, car il ne s'agit pas d'un film, mais bien au contraire de la vie réelle. Lorsque cet instinct de mortifier prend forme par quelqu'un, qui se trouve sur la scène publique, par quelqu'un qui a le pouvoir, cela s'insinue basement dans la vie de chacun de nous. Car un tel comportement donne, d'une certaine manière, à d'autres êtres humains, l'autorisation de faire la même chose. L'irrespect engendre l'irrespect, la violence engendre la violence. Lorsque les puissants font usage de leur position pour harceler d'autres, alors nous perdons tous. Et cela m'amène au rôle de la presse : nous avons besoin d'une presse sérieuse, qui demande des comptes aux puissants, les couvre publiquement de honte pour chaque faux pas de leur

³² *Bid Zeitung* : À cause de la résiliation du Deal sur le climat : Schwarzenegger dit ce qu'il pense à Trump, 02.06.2017 ;, <http://www.bild.de/politik/ausland/donald-trump/video-botschaft-schwarzenegger-attaque-wegen-klimaabkommen-52018290.bild.html> Vidéo originale avec le discours entier : *Ebenda*.

³³ Vidéo originale, à l'endroit cité précédemment

³⁴ *Edenda*.

³⁵ *Ebenda*.

³⁶ *Ebenda*.

part. C'est justement pour cette raison que nos Pères fondateurs ont ancré la presse et nos liberté dans la Constitution. »³⁷

L'acteur primé à plusieurs reprises, Robert de Niro, est d'avis que le « trumpisme » signifie que « les USA jouent à présent une tragique comédie d'idiots ». Lors d'un discours à l'université *Brown*, dans l'état fédéral américain de Rhode Island, l'icône du cinéma Robert De Niro distribua un mauvais point au président Donald Trump. Les USA étaient jusqu'il y a peu encore un « drame inspirant et exaltant ». [Mais] sous la présidence Trump, il ne regarde encore que CNN, « pour rester informé sur les idiots ». Aux étudiants de l'université, De Niro donna un conseil : « ne devenez pas célèbres pour être seulement célèbres. Nous avons un président qui est en fonction pour la raison qu'il était dans l'un de ces [*reality-show*] » selon l'acteur de 73 ans. « Et où cela nous a-t-il conduits ? [...] nous nous trouvons en plein cauchemar. »³⁸

Et de Niro de continuer : « Je pense qu'il est cinglé à un point inconcevable. Il est un punk, un chien, un porc. Colin Powell l'a dit au mieux : c'est un désastre national. Il est une gêne pour ce pays. Cela me met tellement en rage de voir que ce parfait crétin en est arrivé là où il en est. Il raconterait, paraît-il, combien il frapperait volontiers des gens au visage ? Eh bien, moi, je lui casserait bien volontiers la gueule ! »³⁹

Semblablement à De Niro, mais quelque peu plus modéré et froid, l'un des protagonistes de la série télévisuelle sur la politique-US à la Maison blanche, la plus populaire, tant au plan national qu'international, l'acteur Kevin Spacey, ne peut encore que « resté ébahi » sur Trump. Il tient de plus en plus, la politique sous l'influence du trumpisme, comme un « *reality show* » :

« Kevin Spacey, l'acteur qui joue l'intrigant « président Underwood » dans la série-US, *House of Cards*, tient tout particulièrement à cause de Trump, la politique authentique pour le nouveau *reality show*. « Je crois qu'il faut nettement reconnaître », selon l'acteur, « que c'est à peine si un jour passe sans que l'on ne réagisse pas de manière ébahie aux informations ». »⁴⁰

Aussi bien la « politique d'attention » nationale que celle internationale, toutes deux en grande partie superficielles et le plus souvent en quête de sensationnalisme, se sont fermées d'une manière comparable à Trump après quelques mois d'exercice de la présidence. À l'occasion, l'industrie du divertissement, selon sa propre logique impitoyable, sous maints aspects, devrait lui-être véritablement reconnaissante. Car Trump a relevé à tous égards ses pourcentages d'audience et de spectateurs.

Celui qui connaît l'influence des « stars » sur l'opinion publique américaine, sait quelle pression s'exerce ici sur Trump, à l'addition de celles juridiques, politiques, et menaces institutionnelles et sociales. Cette pression est d'autant plus forte que Trump comme politicien, est lui-même un produit de cette industrie US du divertissement — avant tout au moyen de son *reality-show*, *The Apprentice*⁴¹ (depuis 2004) comme son producteur exécutif rémunéré, dont il semblait l'être toujours (!), selon le *New York Times*, même après son investiture, mais aussi et par dessus le marché, son culte du nom dérivant de ses apparitions télévisuelles,

³⁷ Daniel Victor et Giovanni Russonello : *le discours de Meryl Streep au Golden Globes*. Dans : *The New York Times*, 8 janvier 2017, https://www.nytimes.com/2017/01/08/arts/television/meryl-streep-golden-globes-speech.html?_r=0

³⁸ Informations de *Yahoo* : « Les USA sont à présent une tragique comédie d'idiots » « Robert de Niro distribue un mauvais point à Trump », 30 mai 2017, <https://de.yahoo.com/kino/die-usa-sind-jetzt-eine-tragische-idioten-komodie-robert-de-niro-teilt-gegen-trup-aus-11061616829.html>

³⁹ *Ebenda*.

⁴⁰ *APA* : Kevin Spacey est frappé d'étonnement, 22.05.2017. Voir Roland Benedikter : *Élection US : Rivalité entre réalité et satire*. Essai politique. Dans *Politik & Kommunikation*. Magasin spécialisé d'Allemagne pour la communication politique, édition *online*, thème central/ Les élections présidentielles-US, 21 octobre 2016, Berlin 2016, pp.1-6, <http://www.politik-kommunikation.de/ressorts/artikel/wettstreit-zwischen-realitaet-und-satire-710831536>

⁴¹ Michael Kranish, Marc Fisher: *L'histoire intérieure de comment „The apprentice“ sauva Donald Trump*, dans *Fortune*, 8 septembre 2016, <http://www.fortune.com/2016/09/08/donald-trump-the-apprentice-burnett/>

qui constitue son véritable bien économique. C'est pourquoi Trump brise une part essentielle de sa popularité au moyen d'un proéminent tir de harcèlement ou bien il est pour le moins contesté ou de fait rendu risible. Pour ses opposants dans l'industrie US du divertissement, Trump a donc aussi involontairement du bon : il imprime une poussée aux médias du divertissement et un nouveau printemps proto-«intellectuel», défenseur de la démocratie. Ou bien, comme l'exprima la chanteuse US et musicienne Alicia Keys, à l'occasion d'un hommage rendu par l'organisation des droits de l'homme *Amnesty international* : « Donald Trump fait du bien au mouvement des droits civiques aux USA ; pour la première fois tout est à présent à voir ». ⁴²

III — La seule chose sûre concernant la guerre médiatique de Trump : il n'y aura jamais de paix. Les médias US sérieux et libéraux n'acceptent qu'une déclaration de capitulation de sa part.

Eu égard aux faits, la manière de voir de Key a pour le moins en partie sa justification. Avant tout les médias publics US verraient cela majoritairement de façon analogue. C'est pourquoi les médias US, sur tout le pays — avec l'exception de celui conservateur de droite, « *Fox News* », ainsi que de celui national de droite, en partie souvent raciste, du groupe *Breitbart-Medien* de son « conseiller en chef » Steven Bannon — ont expressément déclaré une guerre totalement ouverte à Trump, comme cela est rarement arrivé dans l'histoire américaine, renforcée encore du fait que Trump, de son côté — comme déjà mentionné — leur avait déclaré la guerre aussi explicitement et de façon réitérée avant et après son entrée en fonction. Trump a déjà préparé cela depuis les premiers jours de sa candidature avec l'indication qu'il ne fait finalement aucune différence entre vérité et mensonge. La leçon à en retirer ? Eh bien, tout ce qu'on appelle rapports, comptes-rendus, relations d'événements, correspondances de journaux, « indépendants », oui en effet, tous les faits, en soi, seraient manipulés par l'*establishment* et les « élites », qui contrôleraient l'ensemble des médias du pays ou pour le moins, tiendraient en réseau fermé leur conception du monde.

Le *New York Times*, le vaisseau amiral de la presse libérale US, lança, en réaction au « trumpisme », en février 2017, une « campagne de vérité » (*Truth Campaign*) contre les « *Fakes-News* » — la propagande des « faits alternatifs » de l'équipe de Trump ⁴³ et certes jusqu'à sa plainte, attendue pour cause de violation, voire en effet, de mise en danger de la Constitution et de la démocratie américaines. Le conservateur *Washington Post* choisit, en revanche quant à lui, la nouvelle devise : « La démocratie meurt dans les ténèbres » (*Democracy Dies in Darkness*). ⁴⁴ Ce fut une action sans exemple jusqu'alors dans l'histoire des USA d'une grande maison de presse conservatrice contre son propre président. Des observateurs pensant plus positivement ont interprété ceci comme le signe de la multiplicité au sein des conservateurs aux USA, dans laquelle s'affirme le pragmatisme contre l'idéologie et l'opportunisme, sans que ceci ne soit théoriquement appréhendé par le parti. D'autres n'y voient à dire vrai que « l'effet Bezos » : un résultat du fait qu'un ennemi officiel de Trump, l'entrepreneur libérale de la Silicon-Valley et propriétaire d'*Amazon*, Jeff Bezos, avait racheté le vénérable vieillard « *Post* » en 2013 et l'avait rajeuni en un journal moderne. Sans en amoindrir sa qualité — au contraire. ⁴⁵

D'autres grandes maisons de presse, avec *USA Today* ou *Huffington Post* réagirent de manière analogue, mais moins spectaculairement.

⁴² APA : Alicia Keys distinguée, 29.05.2017.

⁴³ APA : Joe Concha : *Le New York Times lance une campagne en chef d'escadre : « La vérité »*. Dans *The Hill* 23 février 2017, <http://www.thehill.com/media/320787-new-york-times-launches-major-ad-campaign-the-truth>

⁴⁴ Joe Concha : *The*

⁴⁵ Eugene Kim : *Comment le directeur général d'Amazon réinventa le Washington Post, le journal d'informations vieux de 140 ans qu'il racheta pour 250 millions de \$*, dans *Business Insider*, 15 mai 2016, <http://www.businessinsider.com/how-the-washington-post-changed-after-jeff-bezos-acquisition-2015-5?IR=T>

La rupture entre Trump et le paysage des médias progressifs et éclairés, autant d'inclination libérale que conservatrice, semble à peine plus guérissable. Dans la culture des USA, il n'y a traditionnellement aucune conciliation envers une telle déclaration de guerre, mais au contraire seulement la capitulation de l'un des deux adversaires. Le principe US avait déjà cette teneur à l'époque de la guerre d'indépendance américano-britannique : « Toi, tu décides quand la guerre commence. Moi, je décide quand elle cesse ».

Par la « suspension [de la fonction, *ndt*] définitive » du familier de Trump et son plus puissant *pilier de Fox News*, Bill O'Reilly⁴⁶, en avril 2017, pour de prétendus multiples harcèlements sexuels qui ont duré des dizaines d'années, la position médiatique de Trump — et avec cela son acceptation et soutien argumentatif dans l'opinion publique US — fut en outre considérablement affaiblie. O'Reilly passait pour l'un des hauts propagateurs principaux « à mots couverts » du « trumpisme », non-explicites au quotidien politique, longtemps avant que Trump en arrivât à la fonction. Inversement Trump passe depuis longtemps pour un fidèle consommateur et partisan de l'argumentation, la formation du jugement et la fabrique d'opinion de O'Reilly, lesquelles remontent bien avant sa plus récente carrière politique dans les périodes de ses six banqueroutes (déclarées officiellement par lui-même).⁴⁷

IV — Pas de moyen terme, pas de quartier. Critique du « Trumpisme » par les *leaders* d'opinion intellectuels Aux USA aussi, elle est aussi concrète que destructrice *ad personam*.

En opposition à l'industrie du divertissement, ironiquement ignorée, certes, par Trump, mais dans l'intervalle, largement plus puissante que le pense ce président, au plus profondément anti-intellectuel, une attitude claire vis-à-vis du « trumpisme » s'est formée parmi les faiseurs intellectuels d'opinion. Celle-ci est exterminatrice. [*Diese ist vernichtend.*] Et elle dispose d'un arsenal de volonté presque infinie en arguments difficilement réfutables contre le président — à la fois autant concrets que dirigés contre sa personne en tant que « faiseur de politique ». Les intellectuels de l'Amérique se sont unis sur le fait que Trump n'est pas un « constructeur », mais bien un « démolisseur », duquel on ne sait pas en définitive s'il a ou pas une vision-clef ou s'il veut engendrer des ruptures d'ampleur mondiale avec ou sans une idéologie les contextualisant.

L'un des constants destructeurs de Trump c'est l'analyste politique largement connu dans le pays, auteur du livre *L'avenir de la liberté : la démocratie illibérale en Amérique et dans le monde (The future of Freedom : Illiberal Democracy at home and abroad)*⁴⁸ et journaliste [tenant une certaine colonne dans un journal, *ndt*], Fareed Zakaria. Sa reconnaissance de base au sujet du « trumpisme » se laisse récapituler en une phrase : Il semble en être comme si la majorité des politiques de Trump consistait à « abroger délibérément, presque consciemment et systématiquement »⁴⁹, le système de *check and balance*, qui est fondamental pour la démocratie américaine — pour en saisir le contrôle, par le bas, de la démarcation et de la modération réciproque des institutions.⁵⁰ Dès la fin de la campagne électorale de 2016, Zakaria a caractérisé Trump de « cancer de la démocratie américaine ».⁵¹ Après l'élection de Trump, il rédigea une contribution très remarquée pour la revue *Foreign Affairs* sur le nouveau « pouvoir du populisme » (*The Power of Populism*), dans laquelle il condamna⁵² le

⁴⁶ Digg.com : *Il ne le fera pas vivre plus longtemps. Bill O'Reilly va obtenir 25 millions \$ de la Fox après avoir été viré*, 19 avril 2017, <http://.com/2017/bill-oreilly-fired-sexual-harassment-allegations>

⁴⁷ *The Washington Post* : *Vérification de fait : Trump a-t-il déclaré banqueroute à 4 ou à 6 reprises ?*, 27 septembre 2016, https://www.washingtonpost.com/politics/2016/live-updates/general-election/real-time-fact-check-has-trump-declared-bankruptcy-four-or-six-times/?utm_term=.cbad70b51c4a

⁴⁸ Fareed Zakaria : *The future of Freedom : Illiberal Democracy at home and abroad*, W. W. Norton & Company 2007.

⁴⁹ Fareed Zakaria, dans CNN : *Ce soir avec Don Lemon*, 30.01.2017.

⁵⁰ *Ebenda*.

⁵¹ Alexandra King : *Fareed Zakaria : Trump est un cancer sur la démocratie américaine*, dans CNN, 7 novembre 2016, <http://edition.cnn.com/2016/11/06/opinions/fareed-take-on-trump/>

⁵² Fareed Zakaria : *Populisme en marche. Pourquoi l'Ouest a des ennuis*. Dans *Foreign Affairs*, numéro de novembre-décembre 2016, <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2016-10-17/populism-march>

phénomène comme un symptôme principal dans une menace largement plus vaste et fondamentale de la démocratie dans le monde entier. Et Zakaria a aussi tenté d'étudier à fond l'idéologie de l'administration Trump, tout en explorant le stratège en chef de Trump et second homme le plus puissant, Steve Bannon — et en renvoyant à une multitude de contradictions entre les paroles et les actes.

Dans cette contribution, il peignit combien il est important pour la réception et l'interprétation du « trumpisme » dans les milieux intellectuels et universitaires US, le fait que Bannon tente de « vendre » le Trumpisme comme une résurrection de la « solidarité » des phases plutôt collectivistes de l'histoire américaine. Bannon s'offre, à l'occasion, l'ardente aspiration de communauté dans de vastes milieux de la bourgeoisie US en dehors des villes — et interprète consciemment les éléments répressifs, assimilateurs et exclusifs, qui ont *aussi* marqué, dans ces phases, les petites villes et villages américains, comme de « sains éléments populaire ». Bannon positionne ensuite ceux-ci comme des impulsions en apparence « civiles et religieuses » « provenant d'en bas » à la place des règles sociales, lois et mesures gouvernementales. En réalité, il ne s'agit de rien d'autres que d'une nostalgie faussement orientée envers l'impulsion collectiviste des années 1930-1950, qui est censée remplacer l'individualisme US, lequel est interprété par Bannon comme un simple « narcissisme » de la génération des années 1960, alors que pourtant, selon Zakaria, il constitue le cœur même de la culture et de la société américaine depuis toujours présent à ses fondements.

Le collectivisme petit-bourgeois avec l'air empesté et borné des années 1950, sur le pays agraire « Blanc », peu formé et fondamentaliste religieux : c'est le « trumpisme » dans l'interprétation du « Bannonisme », pour Zakaria.⁵³ Le nationalisme qui en résulte confond la phase des années 1930 à 1950 avec ce Trump-là, qui vit avec une certaine nostalgie envers ce passé, avec l'esprit américain en soi. Et justement cette confusion d'une phase petit-bourgeois-étroit du développement de la société américaine, avec « cet » esprit américain de communauté en soi, est typique pour le trumpisme, selon Zakaria — quand bien même celui qui lui a donné son nom, lui-même en définitive, par absence de capacités et d'intérêts intellectuels suffisants, n'en ait aucun soupçon et en ait abandonné l'interprétation de ses actes à l'œuvre de Bannon. Ceci tout particulièrement aussi pour la raison de pouvoir se « libérer » avant tout par un coup de discours à grand orchestre, comme cela est constamment typique chez lui, voire en effet au point de le caractériser même au plus profond, aussi loin que cela dût être nécessaire — pour le préciser même avec une destitution de Bannon. Pour pouvoir ensuite rester en place, libre d'idéologie, et donc « innocent ».

Si cela — les faits et interprétations « louches » — est le fondement du « trumpisme », alors, selon Zakaria, les idées effectives [réelles, *ndt*] « d'interprétation du monde » du tournant populiste de Bannon sont aussi largement à côté de la réalité. Bannon et Trump croient revendiquer le retour « du peuple », « du pouvoir » contre « le système » et les couches éduquées. Néanmoins, les véritables « principes de remise en ordre du monde » — pour le préciser, ceux qui sont étayés et reconnaissables par les faits — ceux qui agissent *dans la réalité* de l'Amérique et de l'Occident, et qui ont produit Trump en eux, sont tout autres selon Zakaria. Derrière les idées « de chambardement » — jusqu'à présent comparativement sans succès — de l'équipe de Trump, sont à l'œuvre des mécanismes largement plus modérés et flexibles avec d'autres objectifs que ceux indiqués par les idéologues de Trump. Ces mécanismes ne visent d'aucune façon en eux-mêmes au « trumpisme », mais ils sont au contraire le résultat d'un déplacement du système américain et global. Parmi ces objectifs, la fin du centre, la mobilité croissante des comportements de vote, la technologisation du monde du travail et la lente agonie et le dépérissement du « post-matérialisme » en tant qu'une attitude d'esprit se sentant stable et dans l'aisance d'un état de classe moyenne. Ces tendances, dans leurs rencontres historiques complexes, ont favorisé le « trumpisme », mais ne l'ont pas réclamé, ni même voulu, en tant que tel. Zakaria :

⁵³ Fareed Zakaria : *Les paroles et les actes de Stephen Bannon ne se recourent pas*. Dans *The Washington Post*, 9 février 2017; https://www.washingtonpost.com/opinions/stephen-bannons-words-and-actions-dont-add-up-/2017/02/09/33010a94-ef19-11e6-9973-c5efb7ccfb0d_story.html?utm_term=.a555d43326a5

« Qu'est-ce que le populisme ? Il signifie diverses choses pour divers groupes. Mais toutes les versions partagent une suspicion et une hostilité vis-à-vis des élites politiques du courant dominant et des institutions établies. Le populisme se voit lui-même comme un courant, qui parle pour les personnes « normales », oubliées, et il s'ébauche souvent comme la voix du vrai patriotisme. Le seul et unique contre-poison (*antidote*) contre la domination ruineuse d'une poignée d'élites est une infusion courageuse en volonté populaire (*popular will*). « À chaque grande occasion qui concerne ce pays, le peuple tombe toujours juste et l'élite gouvernementale tombe à faux », écrivit Trump dans le *Wall Street Journal* en avril 2016... Le populisme d'aujourd'hui... n'est ni singulier, ni particulièrement trépidant. Les pays occidentaux ont eu depuis longtemps une extrême-gauche, qui accusait le courant dominant des partis de gauche, d'être accommodant au marché et amicaux avec les firmes (*accommodating of big business*). Après la Guerre froide, les partis centrés à gauche se rapprochèrent du centre — ainsi par exemple, Bill Clinton aux USA et Tony Blair en Grande-Bretagne —, et ils ouvrirent un espace vide que les populistes purent venir combler. Pourtant cet espace vide le resta jusque la crise de 2007-08, et la conséquente baisse des budgets des ménages qui fit perdre aux Etats-Unis des billions de \$ en aisance et mena au chômage... Il est peu surprenant que la crise économique la plus difficile, depuis la grande dépression, fut une source d'approvisionnement en énergie des populistes. »⁵⁴

Il est intéressant que s'associèrent, selon Zakaria, *deux* tendances d'électeurs, qui se trouvent à contre-courant des effets et conséquences de la crise économique : la perte en signification de l'ordre traditionnel des couches sociales vis-à-vis des grands partis populaires et la neutralisation idéologique des groupes « post-matérialistes », donc de ces groupes populaires idéalistes qui placent les valeurs modernes sur la religion, le collectivisme fondamental et la sollicitation économique :

« Au plus important... semble le déclin de l'économie comme centre de la politique. De manière usuelle, la politique a été pensée jusqu'à présent au centre de l'opposition classique gauche-droite, qui caractérisa le 20^{ème} siècle. Des partis de gauche ont été associés aux dépenses plus élevées de l'état, à plus de préoccupation sociale de la part de l'état et plus de régulation des entreprises ; les partis connotés à droite, par contre voulaient un gouvernements limité, moins de réseau d'assistance, et plus de politiques du *laisser-faire* [en français dans le texte et cela est très pertinent, *ndf*]. Traditionnellement, le comportement des électeurs a suivi et renforcé ce modèle d'ordonnancement idéologique, avec les classes ouvrières fournissant les électeurs de la gauche et les classe moyenne et supérieure fournissant ceux de la droite. Le revenu était usuellement la meilleure prédiction pour le choix politique d'une personne. Pourtant cet ancien comportement des électeurs, selon des scientifiques comme (Ronald) Inglehart et (Pippa) Norris a commencé à changer sous le seuil de visibilité depuis déjà des décennies. Dans les années 1990, déjà, ... le comportement d'électeur typique des classes tomba au plus bas de ce qui fut jamais enregistré, de sorte qu'il restât à peine de place pour une autre baisse. Aujourd'hui l'état économique d'un Américain est un mauvais indicateur pour son comportement électoral. Ses façons de voir en rapport aux questions sociales — par exemple les partenariats du même sexe (*same-sex marriage*) — sont un guide bien plus exact dans la question de savoir si vous soutiendrez les Républicains ou bien les Démocrates La même tendance vaut aussi pour les plates-formes du parti. Des sollicitations économiques devinrent moins importantes. Des questions non économiques, parmi lesquelles celles qui dépendent du sexe, de la race et de l'environnement, devinrent beaucoup plus importantes. »⁵⁵

Cela signifie, dans l'ensemble, une diminution des facteurs purement économiques chez l'électeur au profit d'une augmentation des facteurs idéologiques et de conception du monde chez lui, aux USA depuis la présidence de Bill Clinton dans sa phase tardive. Pour la montée — lente et latente depuis et seulement il y

⁵⁴ Fareed Zakaria : *Populisme en marche*, à l'endroit cité précédemment.

⁵⁵ *Ebenda*.

a peu, plus rapide et explicite — du « trumpisme », ceci signifie qu'elle est redevable paradoxalement moins à l'agenda de Trump, pour préciser, à la « chute du petit homme », tant conjurée par lui, qu'au contraire plutôt à l'idéologie de Bannon, pour préciser, à un nouveau « droit du peuple ». Ce que Trump devait avoir moins reconnu, que « flairé » beaucoup plus à partir de son « ventre d'entrepreneur » — et qui représentait le motif de la rapide ascension de Bannon au cœur du pouvoir. L'interrogation qui en résulte c'est quelle rôle jouera à l'avenir le pragmatisme économique (Trump) *versus* le fondamentalisme idéologique de conception du monde de Bannon à l'intérieur de la présidence Trump ? ; lequel des deux piliers s'élargira au profit de l'autre, et s'il n'en résultera pas une lutte interne pour le pouvoir entre « Trumpistes » et « Bannonistes », laquelle semble avoir commencé depuis longtemps à l'intérieur de l'équipe Trump, qui maintiendra la balance à l'équilibre à moyenne ou longue échéance.

En bon dernière la *technologie* joua, selon Zakaria, à côté des déplacements *démographiques*, qui ne rassurent pas autant qu'ils inquiètent la majorité de la classe moyenne US, un rôle essentielle pour la montée du « trumpisme » :

« Une autre cause originelle importante c'est la révolution des informations. Des technologies nouvelles... renforcent les effets de globalisation et amènent plus que le commerce à ce que diverses sortes de travail (*certain kinds of job*) deviennent obsolètes. Prenez, par exemple, les nouvelles technologies étonnantes, activées par *Google* et *Uber* et qui ont rendues possibles des autos sans chauffeur. Quels que seront aussi les autres effets de cette tendance, celle-ci ne peut pas être positive pour les plus de 3 millions d'Américains qui sont professionnellement conducteurs de poids lourds (*professional Truck drivers*). Le *job* le plus exercé par les hommes en Amérique c'est de conduire une auto, un bus ou bien un poids lourds, comme l'a fait ressortir Derek Thompson de la revue *The Atlantik*. »⁵⁶

Pourtant Trump semble n'avoir que peu de soupçon de tous ces mécanismes et de leurs enchevêtrements derrière son ascension. Ils ne semblent pas non plus le chagriner, dans sa soi-disant offensive pour le simple peuple », que dans la mesure où ils lui profitent jusqu'à présent. En ce qui concerne la perspective qui en résulte, la question se pose de savoir si ce non-savoir (en partie actif et méthodique) est un inconvénient ou un avantage pour les couches progressives de la population US.

Une pleine ignorance vaut aussi finalement pour la politique extérieure de Trump, selon Zakaria. On la reconnaît, par exemple dans sa politique anti-daech qui est rattachée inséparablement, au passage historique actuel, à la politique de l'Amérique au Moyen-Orient et aussi à la politique globale. Comme référence, Zakaria mentionne le scandale du premier voyage à l'étranger de Trump, en Arabie Saoudite en mai 2017. Selon Zakaria, les Saoudiens auraient « blousé Trump », alors qu'ils ont détourné leur propre soutien de longues années durant aux tendances islamistes radicales de droite sur l'Iran, quoiqu'il se soit avéré que la grande part de la terreur islamiste émane de groupes sunnites qui ont été systématiquement soutenus par l'Arabie Saoudite et émane nonobstant à peine de groupes chiïtes, lesquels sont traditionnellement proches de l'Iran. En dépit du caractère public de ces faits et données, Trump aurait rendu en Arabie Saoudite — d'une manière ridicule — L'Iran responsable de la terreur sunnite, pour soutenir un *deal* de vente d'armes lourdes de plus de 100 milliards de \$US, et certes pour la raison qu'il n'a aucune sorte de pressentiment d'idéologie, voire même de religion, derrière la politique.⁵⁷ Si l'analyse de Zakaria est pertinente, il se serait révélé ici de nouveau que le « trumpisme » dans son idéologie est un « bannonisme » — et certes avec ou sans la personne du président, ou selon le cas son accord ou son refus.

⁵⁶ *Ebenda*.

⁵⁷ *CNN Politics : Point de vue de Fareed : Trump et l'Arabie saoudite*, 28 mai 2017, <http://edition.cnn.com/videos/politics/2017/05/28/fareeds-take-saudi-arabia-terrorism.cnn>

Un second critique proéminent de Trump est le penseur précurseur conservateur, chargé de cours au *Freeman Spogli Institute for International Studies* de l'université Stanford et auteur de « *La fin de l'histoire* »⁵⁸, Francis Fukuyama. Il explique aussi le trumpisme sur un « *fake [faux]* », un semblant d'explication du monde auquel tout fondement fait défaut. Partant de là, il remet en question pratiquement toutes les mesures et tous les buts poursuivis par l'équipe Trump — justement parce qu'ils n'auraient rien à faire avec la réalité a ni avec un avenir à en attendre. La critique de Fukuyama se concentre sur l'agenda de Trump — à la différence d'autres critiques et médias qui s'accrochent par trop souvent à la personne provocante (*ad personam*) du président (et y restent, non pas rarement, pendus). Pour Fukuyama, en regard de l'agenda de politique intérieure de Trump du « retour du simple peuple » se pose la question centrale de l'avenir de la technologie et de savoir si la stratégie de Trump d'un « retour aux emplois » dans les industries manufacturières traditionnelles peut être principalement réaliste, car ceux-ci ont déperé par l'automatisation et l'intelligence artificielle et ont été remplacés par des emplois plus hautement qualifiés. Que la mise en scène de Trump de la « renaissance de l'ouvrier en col bleu » soit annoncé à grand bruit y compris en rendant impossible l'idéologie du tapis roulant du fordisme. Ce qui de nouveau reprend en sous-œuvre l'inconscience du spéculateur immobilier et capitaliste Trump, en matière d'économiste politique. Fukuyama :

« Le triomphe impressionnant de Donald Trump sur Hillary Clinton, le 8 novembre [2016] révéla en un sens important, que la démocratie d'Amérique ne fonctionne pas encore. Trump est brillamment parvenu à mobiliser la partie négligée et sous-représentée de l'électorat : la classe ouvrière blanche. Il a placé l'agenda de celle-ci au sommet des priorités du pays. Mais à présent, il doit fournir ; et c'est exactement là que repose le problème ; [Trump] a identifié deux problèmes très réels de la politique américaine : une inégalité croissante qui a durement touché la classe ouvrière et la confiscation du système politique par des groupes d'intérêts bien organisés. Malheureusement il n'a aucun plan pour la solution, ne serait-ce que d'un seul de ces deux problèmes. L'inégalité est aujourd'hui en premier lieu et avant tout activée par le progrès technologique, secondement par la globalisation. Les deux ont exposé les ouvriers américains à la concurrence de centaines de millions d'êtres humains dans d'autres pays. Trump a fait pour cela des promesses extravagantes, par exemple, qu'il rapporterait les emplois aux États Unis et certes dans le secteur de la production manufacturière et le charbon, en renégociant tout simplement de neuf les traités commerciaux existants, parmi lesquels le *NAFTA* [*North American Free Trade Agreement*] ou en déclarant sans effet l'accord sur le climat. [Trump] semble ne pas reconnaître que le secteur de la production industrielle US (*manufacturing sector*), depuis la récession de 2008, s'est de fait étendu et a crû, bien que l'emploi de ce secteur a sombré. Le problème en cela c'est que le nouveau travail est produit dans des usines automatisées à un haut degré. Pendant ce temps-là le charbon est en déclin [comme porteur d'énergie et facteur économique] pas tant à cause des politiques environnementales de l'ancien président Barack Obama, mais grâce à la révolution du gaz naturel obtenu par fracturation hydraulique. Quelle politique le gouvernement Trump peut-il donc employer pour inverser ces tendances ? Trump voudra-t-il réglementer le développement des technologies nouvelles par les meilleures firmes américaines, [afin de les restreindre] ? Mettra-t-il les firmes multinationales d'Amérique au ban, en leur interdisant d'investir dans des usines en dehors du pays, alors que pourtant la plus grande part de revenu de ces firmes vient des marchés étrangers ? Les seuls et uniques éléments réels de pilotage (*policy instrument*), qu'il aura à sa disposition, sont des sanctions douanières lesquelles vraisemblablement déclencheront une guerre commerciale et coûteront des emplois dans le secteur de l'exportation pour des firmes comme *Apple*, *Boing* et *General Electric*. »⁵⁹

V — Trump : un fasciste américain ?

⁵⁸ Francis Fukuyama : *The End of History and the Last Man*, Free Press 1992.

⁵⁹ Francis Fukuyama : *Trump et le déclin politique de l'Amérique. Après l'élection de 2016*. Dans *Foreign Affairs* 9 novembre 2016, <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2016-11-09/trump-and-america-political-decay>

À la suite de ces circonstances — les politiques « disruptives » de Trump et les leçons idéologiques publiques du « peuple américain » de Bannon — un remarquable article est paru le 12 mai 2017, dans le *New York Time*, qui fait le point de l'ambiance chez les élites libérales et intellectuelles éclairées, mais aussi de parties de la population éduquées, inquiètes à vue d'œil (avant tout sur les côtes américaines). Le rédacteur en est Henry Scott Wallace — le petit-fils du vice-président (1941-1945) des USA, sous Franklin D. Roosevelt, Henry A. Wallace — et président de la *Wallace Global Fund* fondée par celui-ci. Wallace écrit en tant qu'analyste des principes fondamentaux de l'idéologie du porteur « de la bannière de Bannon »⁶⁰ Trump, à la fois derrière lui et autour de lui :

« Voici 73 ans, le *New York Times* priait le vice-président en fonction, de rédiger un article au sujet de la question de savoir s'il existait des fascistes aux USA et ce qu'ils projetaient de faire. C'était une question alarmante. Et le vice-président d'alors prit très sérieusement en compte cette demande. Son article : *Le danger d'un fascisme américain*, décrivait une génération de super-nationalistes, qui aspiraient au pouvoir politique, en trompant les Américains et en jouant sur leurs peurs, mais qui n'étaient en vérité intéressés que par la protection de leurs propres richesses et privilèges. Ce vice-président était mon grand-père, Henry A. Wallace. Et selon la vue que j'en ai, il prévoyait déjà Trump à l'époque. »⁶¹

Cette introduction de l'analyse historique du « trumpisme » par un porteur d'opinion américaine dirigeant, laisse déjà en présumer peu de bien. Pourtant l'auteur se révéla largement plus modéré, plus scientifiquement et historiquement informé et plus réaliste, par la suite, que le début de sa contribution le laissait présumer :

« Pour le dire totalement clairement : je ne pense pas que le concept précis de « fascisme » — comme chez Mussolini et Hitler — puisse être utilisé de manière juste au sujet de monsieur Trump. Mussolini était adepte d'un certain « corporatisme », ce qui chez maints érudits est défini comme une sorte de « fusion du pouvoir d'état et des firmes ». Pourtant justement au travers de cette oculaire, l'usage de ce concept par mon grand-père semble [aussi] foncièrement prémonitoire [sur le temps présent]. »⁶²

Qu'est-ce que veut dire exactement Wallace par sa présentation d'entrée — contradictoire dans son essence ? Ses exposés suivants expliquent le « trumpisme » à partir d'un angle de vue, plus large, paradoxalement amical et par conséquent — comparé à la nature du « trumpisme » — peut-être plus central et important. Or celui-ci a été souvent ignoré dans le monde germanophone jusqu'à présent dans son unité constitutive d'éléments s'opposant en principe ou pour le moins peu perçu. Pourtant c'est carrément cette nature « contradictoire et intégrative » du « trumpisme » qui semble décisive pour son présent et son futur — elle est nonobstant sa caractéristique « post-moderne » bien au-delà du modèle gauche-droite connu jusqu'à présent. Or c'est précisément l'angle de vue de Wallace qui peut, selon mon opinion, présenter un aspect essentiel de l'ensemble de la formation du jugement sur le temps de fonction qui reste (possiblement) à parcourir par Trump, en considération des événements imminents :

« Mon grand-père mettait en garde contre des faiseurs de profit et « piègeurs de rats » [*Ratenfänger*] (*bucksters* : soit colporteurs, mercanti, bonimenteurs, *ndt*), qui s'emparent des thèmes populistes, en manipulant les gens et les institutions pour aspirer au contraire [à ce qui est souhaité]. Ils déclarent se trouver au côté des ouvriers ordinaires — « tandis que, du bout des lèvres, ils se défont de la démocratie et du bien public commun », écrivait-il. Mais en même temps « ils se défient de la démocratie, parce qu'elle se trouve fondée

⁶⁰ Gwynn Gillford et Nikhil Sonnad : *Sous la bannière de Bannon. Ce que Steve Bannon veut réellement*. Dans *Quartz* 3 février 2017, <https://qz.com/898134/what-steve-bannon-really-wants/>

⁶¹ Henry Scott Wallace : *Fascisme américain, en 1944 et aujourd'hui*, dans : *The New York Times*, 12 mai 2017, <https://www.nytimes.com/2017/05/12/opinion/american-fascism-trump.html>

⁶² *Ebenda*.

sur l'égalité des chances ». Ils placent « inévitablement l'argent et le pouvoir au-dessus des êtres humains », continuait [mon grand-père]. « Ils exigent un libre entrepreneuriat (*free enterprise*), mais ils sont les porte-paroles du monopole et des intérêts dissimulés (*spokesmen for monopoly and vested interest*). » Ils mettent en avant « leur super-patriotisme, mais ils détruiraient toute liberté constitutionnellement garantie. » Ils glapissent au sujet de mettre l'Amérique au premier rang [*l'America first, ndt*], mais ce n'est qu'un subterfuge. « Ils utilisent l'isolationnisme comme un slogan, pour recouvrir leur propre impérialisme égoïste ». « Ils ont besoin de boucs émissaires et nourrissent une intolérance massive contre toutes les autres races, partis, classes, religions, cultures, régions et nations ». »⁶³

Cela signifierait dans l'essence : des pro-fascistes du style d'un Donald Trump abusant la population US — consciemment ou pas. Cela ferait de Trump un « fasciste de l'époque globale » conforme à son époque. Pourtant cette comparaison claudique et se trouve sans doute exagérée et injuste à sa racine. Car il reprend : Les fascismes US et européens, ne sont pas coïncidents selon Wallace :

« Mon grand-père reconnaissait la grande différence (*great difference*) entre les fascistes américains et les tyrans dominateurs et meurtriers des autres pays. La variante américaines n'a pas besoin de violence. Ils ont simplement à mentir aux gens. On « empoisonne le canal de l'information publique » écrivait-il. Le problème de ces gens, « ce n'est jamais de présenter au mieux la vérité au public, mais au contraire de savoir comment utiliser les événements du jour de manière à tromper le public. » Ces gens ont stratégiquement besoin des mensonges pour parvenir à une dissension des citoyens — tant que cela justifie des mesures de répression autoritaires (*authoritarian crackdowns*). Au moyen « d'une perversion arbitraire de la vérité et des faits », selon mon grand-père, leurs journaux et propagandes cultivent soigneusement toute faille de non-concorde. » Ainsi sont légitimés des mensonges sur des desseins, qui n'ont jamais existé, de criminalité d'un état policier. Mensonges sur les émigrants qui sont censés être des violeurs et sur les terroristes qui sont censés justifier l'érection d'un grand mur à la frontière, outre que des expulsions massives et des interdictions d'immigration fondées sur leurs religions ; des mensonges sur les soi-disant millions de voix illégales lors des élections, qui ont pour but d'excuser la répression de groupes désavantagés. »⁶⁴

Au sujet d'exemples concrets, référés à l'actualité, de cette analyse vieille de plusieurs dizaines d'années de son grand-père, Wallace n'est en aucun cas perplexe à l'égard de l'administration Trump : « Ici sont quelques-unes de mes citations favorites [tirées de celles du trésor d'alors de mon grand-père] : autocrates : « donnent du crédit à de banals soupçons ne reposant sur aucun fait » ; mais il y a plus encore, des exemples [semblables à ceux du présent] : « La plus grande foule d'inauguration de tous les temps ». « J'ai gagné la majorité des voix » (« *I won the popular vote* ») et : « Obama m'avait mis sur écoute » (« *Obama had my wires tapped* »)... Le changement climatique est « non existant » et « mythologique ». « L'histoire des conflits d'intérêt Russie-Trump est une blague totale » et l'enquête du FBI diligentée à cette fin n'était qu'une « manœuvre payée par les contribuables » — à présent mise en évidence, par la mise à pied sans délai (*firing*) du directeur du FBI James Comey. Le but ultime ? : « l'objectif final auquel visent toutes les tromperies c'est de s'emparer du pouvoir — afin qu'ils puissent maintenir sous assujettissement éternel les êtres humains normaux en utilisant simultanément le pouvoir de l'état et celui du marché. » D'une manière ou d'une autre cela résonne envers le président Trump. »⁶⁵

Et quels seraient, pour conclure, selon Wallace, les « contre-moyens » à un telle confiscation de la démocratie ? Ce point semble, si ces hypothèses préalables sont exactes, tout aussi décisif : « les contre-moyens ? pour mon grand père, se trouvaient dans les phrases des êtres humains normaux ». En 1942, il

⁶³ *Ebenda.*

⁶⁴ *Ebenda.*

⁶⁵ *Ebenda.*

renvoyait au conservateurs notoirement connus qui défendaient un « siècle américain », le plus grand pays de la Terre qui soit dominer le monde. Non-sens !, disait mon grand-père dans son discours : « Nous autres Américains, nous sommes tout aussi peu une race de maîtres (*a master race*) comme les nazis [le prétendaient, *ndi*] ». Au lieu de cela mon grand-père exigeait un « siècle d'êtres humains, de gens normaux » qui se lèvent et combattent pour leurs droits, exigent un travail régulier, en étant organisés (en syndicats), et un gouvernement responsable qui s'astreint à « la plus grande aisance » de tous, au lieu des privilèges de quelques-uns, y compris en veillant à des écoles convenables pour leurs enfants (« qui enseignent les vérités de ce monde réel »). La démocratie, comme il disait [mon grand-père], dans son essai de 1944, doit « poser l'être humain en premier lieu et l'argent en second lieu ». S'il y a un réconfort dans son essai d'il y a 73 ans, alors c'est celui que ce combat-ci n'est pas nouveau. Et il n'était même pas nouveau non plus à son époque. La question principale aujourd'hui c'est de savoir comment notre démocratie et notre nouvelle génération impertinente (*brash*) d'activistes s'y prendra. »⁶⁶

Certes des intellectuels comme Sheri Berman — du *Barnard College* de l'université Columbia à New York — soulignent à bon droit, vis-à-vis de l'argumentation et des exemples de Wallace que « populisme n'est pas fascisme »⁶⁷ — en tout cas non pas, en soi et pas automatiquement. En même temps la plupart attirent aussi l'attention sur le fait que le populisme US actuel, justement et carrément sous la forme du trumpisme pourrait être un terrain nourricier, voire même un « signe annonciateur »⁶⁸ d'une tendance fasciste en train de survenir à l'intérieur des démocraties occidentales. Elle pourrait, selon leur opinion, précisément à cause des mécanismes complexes, même après une sortie de Trump, ne pas représenter l'ultime phénomène de valeur limite dans cette direction.

C'est un fait : l'investiture, puis la présidence de Trump ont suivi jusqu'à présent, plus que d'autres et assurément plus qu'un « fascisme » (quand bien même typiquement américain), un « principe de scission » fondamentale — et certes plus ou moins conscient depuis le premier instant. L'activité de clivage de Trump ne porte pas seulement contre la cohésion interne des USA, mais plus encore aussi et avant tout contre l'Occident. Il semble que la préoccupation monte que, comme le font sentir les enquêtes des institutions US compétentes contre l'équipe de Trump, ceci s'effectue — éventuellement en étant en partie voulu, mais plus vraisemblablement aussi involontairement, par simples incapacités et surmenages — au service de puissances étrangères, qui se servent de Trump dans l'objectif d'affaiblir les USA, l'Europe, l'Occident et dans l'ensemble le centre, jusqu'à présent libéral et démocratique, de l'ordre du monde existant.⁶⁹

Depuis quelques mois, après son investiture, les inquiétudes ont monté, non seulement chez les élites, mais plus encore dans de vastes milieux US — non seulement en rapport avec le développement de la politique intérieure, mais encore en relation au rôle du « trumpisme », en considération de l'ordre international existant. Celui-ci fut mis en place, selon l'idée, en effet, qu'à partir des USA, en tant que puissance militaire de garantie et de légitimation et de l'Europe, en tant que pouvoir civil, depuis la fin de la Guerre froide, s'est mis en place un ordre de paix dans un monde global et libéral, une globalisation économique avec l'effet de la diffusion civile et religieuse de la démocratie et une mise en réseau technique, au profit de la formation d'une première « noosphère » humanitaire. La revue dirigeante *Foreign Affairs*, une publication du *Conseil américain sur les relations étrangères* dans la capitale Washington, manifesta ces inquiétudes eu sujet du « trumpisme », depuis les USA, en les diffusant au monde entier, en faisant le point par une phrase :

⁶⁶ Henry Scott Wallace : *Le fascisme américain, en 1944 et aujourd'hui*, à l'endroit cité précédemment.

⁶⁷ Sheri Berman : *Populisme n'est pas fascisme. Mais ce pourrait être un signe avant-coureur*. Dans *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2016, vol. 95 n°6, pp.39-45.

⁶⁸ *Ebenda*.

⁶⁹ BBC *Un panorama : L'Amérique de Trump*. Page d'accueil, <http://www.bbc.co.uk/programmes/b083h0qs>

« Longtemps avant l'élection de Donald Trump à la présidence des USA, commençait à s'émietter sur ses marges l'ordre international libéral parrainé par les USA. Que va-t-il seulement arriver, si Trump, un opposant déclaré de cet ordre, prend le contrôle sur la politique extérieure américaine ? »⁷⁰

VI — La présidence à venir de Trump : révolte des Républicains ? Une tendance de fond : l'affaiblissement progressif de Trump dans son propre parti. Combien de temps cela durera jusqu'à ce que les Républicains aient à se retourner ou se retournent contre leur président ?

La manière dont l'idéologie de Trump doit convaincre, concrètement, dans la pratique et dans des mesures politiques appliquées en vue d'un « nouvel ordre » du pays et après cela aussi au monde, Trump l'a déjà pré-exercée de manière impressionnante dans le premier semestre de son investiture — avec, dit modérément, des résultats mélangés. Ceux-ci, de quelques manières qu'ils puissent être interprétés, menacent de se retourner à la base de ses politiques, de manière persistante et durable contre Trump et le « trumpisme » — ainsi il y a effectivement un « trumpisme » à l'instar d'une idéologie. Les doutes sont nombreux ; mais la pratique a aussi sa voix.

L'évolution d'ensemble depuis l'investiture de Trump conduit en tout cas à une contre-tendance évidente, davantage que l'équipe Trump s'agite (dans la polémique), à savoir, l'affaiblissement progressif de Trump dans son propre parti. La question objective, expressément sans prendre parti, pour l'année qui vient aussi bien dans une perspective nationale que dans celle internationale c'est : Combien de temps cela va (doit-il) durer avant que les Républicains se retournent contre leur président ?

De fait, à l'été 2017, et donc à un moment inhabituellement précoce dans sa fonction déjà, Trump se retrouve dos au mur. Alors que les médias — à l'exception du réseau de la « Fox », conservateur de droite et le groupe radical « Breitbart » de son conseiller Steve Bannon — au travers de l'ensemble du spectre politique et idéologique, lui ont inconditionnellement déclaré la guerre jusqu'à sa capitulation — et que les Démocrates oppositionnels avaient été aussi « reconnaissants » à son égard, comme jamais dans leur histoire, de colporter une image d'ennemi efficace aussi évidente et univoque pour leur propre renouveau et pour remporter les élections à mi-mandat de novembre 2018 — on ne pouvait pas ne pas entendre les grognements plus sonores dans son propre parti des Républicains. Cela n'annonce rien de bon pour celui qui s'est auto-désigné « sauveur du peuple » et restaurateur d'une « Amérique de nouveau grande ».

L'ancien directeur du CIA de Barack Obama (2013-2017), John O. Brennan, dévoila, à la fin de mai 2017, que l'équipe de campagne de Trump a eu — selon les informations de Brennan — effectivement des contacts inconvenants avec des représentants russes.⁷¹ Trump « a violé en outre les protocoles et même à plusieurs reprises »⁷² avec son colportage spontané de secrets d'état lors des rencontres avec des diplomates russes, parmi lesquelles un entretien avec le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Il a mis substantiellement ainsi en danger son propre services secret et ceux associés. Les deux développements de l'affaire-Russie affaiblissent considérablement la position de Trump à l'intérieur de son propre parti républicain.

La politique étrangère de Trump devint en outre la cible des attaques, à un moment inhabituellement précoce de sa période de fonction, de la part de ses collègues de parti parmi lesquels son ancien concurrent

⁷⁰ *Foreign Affairs*, *Hors service? Le future du système international*, janvier-février 2016, 17 janvier 2017, <https://www.foreignaffairs.com/events/2017-01-17/january-issue-launch-out-order-future-international-system> et <https://www.foreignaffairs.com/stream-foreign-affairs-january-issue-launch-out-order-future-international-system>

⁷¹ Tom LoBianco : *L'ex-chef du CIA John Brennan : Les Russes ont contacté la campagne de Trump*, dans CNN, 23 mai 2017, <http://www.cnn.com/2017/05/23/politics/john-brennan-house-intelligence-committee/index.html>

⁷² CNN : *Brennan : Il se peut que Trump ait violé des protocoles*, 23 mai 2017 ; <http://www.cnn.com/videos/us/2017/05/23/john-brennan-trump-may-have-violated-protocols-sot.cnn>

aux élections primaires républicaines, qui exigea un contrôle formel par le Parlement de la vente d'armes pour 110 milliards de \$US à l'Arabie Saoudite que Trump venait de conclure, étant donné qu'il redoutait une implication des USA dans le conflit de l'Arabie Saoudite au Yémen et ne tenait pas pour juridiquement conforme pour des raisons humanitaires, l'énorme livraison d'armes stratégiques à l'Arabie Saoudite susceptibles d'être dirigées contre son ennemi mortel, l'Iran.⁷³ Quoique Rand s'était déjà engagé dans le passé à plusieurs reprises contre les ventes d'armes, cet exemple pouvait s'enraciner dans le parti républicain de se mettre à impliquer le président, non pas par une rhétorique directe, mais par des procédures formelles prévues par les règlements des institutions constamment au moyen de petits affrontements sur la justification et la légitimation et d'enclaver ainsi et de réfréner par-là même son agenda « dans la limite du raisonnable ». Avec cela un blocage politique indirect est donc à redouter par le propre parti de Trump, les Républicains, puisque la majorité des membres du Congrès est intéressée en cela à modérer et à décélérer leur président, sinon pas au sens d'un « *check and balance* », mais à le neutraliser autant que possible, pour ne pas pousser activement le milieu de la société et avec cela la classe moyenne, complètement dans les bras des Démocrates.

Aux innombrables manquements, preuves d'incapacité et scandales s'ajoutèrent, dès l'investiture de Trump, des « conflits ouverts » à la Maison blanche avec son propre bureau d'éthique (*Office of Government Ethics*⁷⁴) en matière de perméabilité entre postes de fonctionnaire et ceux du *lobbyisme* — un thème particulièrement épineux à Washington sur la base de conflits d'intérêt et des obligations de réserve survenant lors des transitions de hauts fonctionnaires vers des situations de *lobby* et inversement. Les hauts fonctionnaires changent, en règle générale, avec le président et utilisent ensuite leurs relations et expériences au service d'organisation de *lobby*, dans l'économie privée ou bien copieusement comme des chargés de mission à l'étranger — ce qui a conduit à des règles de protection, par exemple, sous la forme de délais d'interdiction de plusieurs années à respecter, de sorte que des activités correspondantes ne puissent être exercées qu'à l'échéance de ces délais de prescription. Trump déclara la plupart des règles de protection superflues, en les sapant ou bien en les supprimant ou encore en passant par dessus. Cela le rendit carrément même aussi attaqué dans son propre parti républicain qui vit, en effet, essentiellement à partir des Américains stricts en matière religieuse, pour qui l'éthique (traditionnelle) est décisive.⁷⁵

Des mesures strictement économiques ne restèrent pas également exemptes de critiques dans ses propres rangs. Parmi lesquelles le projet de budget de Trump, dès à partir de la première année de présidence, sur un laps de temps de 10 ans, de vendre la moitié des réserves stratégiques pétrolières et de générer ainsi un budget de 16,6 milliards de \$ US. Avec cela, par une stimulation en même temps de la production de pétrole de schiste et de gaz, on ferait pression sur les prix mondiaux du pétrole et, selon l'argument de Trump, on protégerait les consommateurs durablement d'une montée des prix. Dans le même temps, l'économie US et mondiale serait stimulée.⁷⁶ Des critiques mettent en garde contre le fait que les consommateurs seront alors exposés à de nouveaux risques, puisque après l'écoulement du délai, du fait de l'abandon simultané des énergies renouvelables par Trump, les USA seraient plus fortement dépendants des fluctuations internationales du prix du pétrole, qu'en ayant à leur disposition une réserve plus importante.

⁷³ Jeremy Herb : *Le sénateur Rand Paul projette de forcer un vote sur la vente d'armes pour 110 milliards\$ à l'Arabie Saoudite*. Dans CNN, 23 mai 2017, <http://www.cnn.com/2017/05/23/politics/rand-paul--saudi-armes-deal/index.html>

⁷⁴ **United States Office for Government Ethics** (USOGE) : <https://www.oge.gov/> VoirUSOGE ;Standars of ethical Conduct for employees of the Executive Branch, 1er Janvier 2017, [https://www.oge.gov/Web/oge.nsf/0/076ABBBFC3B026A785257F14006929A2/\\$FILE/SOC%20as%20f%2081%20FR%2081641%320FINAL.pdf](https://www.oge.gov/Web/oge.nsf/0/076ABBBFC3B026A785257F14006929A2/$FILE/SOC%20as%20f%2081%20FR%2081641%320FINAL.pdf)

⁷⁵ Jill Disis : *La Maison blanche se heurte au bureau d'éthique*, dans : CNN, 22 mai 2017, <http://money.cnn.com/2017/05/22/news/ethics-waiver-response-oge/index.html>

⁷⁶ Matt Egan : *Votre argent, votre Amérique. Trump veut vendre la moitié de la réserve stratégique de pétrole US* dans : CNN, 23 mai 2017, <http://www.money.cnn.com/2017/05/23/investing/strategic-petroleum-reserve-trump-budget-us-emergency-oil/index.html>

Qu'en plus, Trump — comme attendu et ouvertement en contradiction active contre tout effet d'apprentissage — s'est avéré constamment, à l'instar d'un débutant inexpérimenté au plan de la politique étrangère, en effet, ils se conduisit « comme un éléphant dans un magasin de porcelaine », — en faisant montre carrément d'un manque de connaissance et de sensibilité historiques, — il pourvoit ainsi pareillement à entretenir dans le parti républicain un trouble croissant, voire de la honte. Que, par exemple, dans le cadre de son premier voyage à l'étranger, il a inscrit dans le livre mémorial des lieux de mémoire Yad Vashem à Jérusalem le commentaire : « Si étonnant + n'oublierai jamais cela » [« *so amazing + will never forget* »]⁷⁷ cela n'était qu'un des faux pas extrêmes qui n'irrita pas seulement profondément le fort *lobby* juif de Washington, mais plus encore, les Républicains plutôt que de les inciter à de simples hochements de tête en signe de désolation.

Le plus de critiques Trump eut il est vrai à les empêcher, dans son premier mois, aussi de la part de son propre parti pour la programmation de son premier budget d'état prévu pour la durée de sa présidence. Selon des observateurs indépendants, celui-ci prévoyait au fond des « cadeaux » massifs aux riches et de fortes charges pesant sur les couches les plus pauvres de la population.⁷⁸ Pour de nombreux Républicains aussi, la « tendance simplificatrice » de Trump en direction d'un renforcement sans fard de l'inégalité allait trop loin. Trump prévoyait avant tout une réduction du budget scientifique, le cas échéant le transfert de celui-ci vers la recherche militaire ainsi que de fortes amputations dans les programmes sociaux et environnementaux.⁷⁹ Des experts conservateurs virent aussi dans le premier budget pour les USA une « organisation de campagne électorale sur papier », qui contredit toute évaluation sérieuse des perspectives d'évolution et de prétention des USA dans les années à venir.⁸⁰ À l'occasion l'administration tira profit sans honte de la réussite de la politique économique et financière d'Obama, tout en la niant à forfait dans le même temps, à chaque circonstance, et même en aliénant les faits et en affirmant effectivement devoir revenir dessus : parmi les faits concrets [de l'acquis d'Obama, *ndt*] : 77 semaines d'affilée de croissance de l'emploi, un taux de chômage de 4,7% selon le recensement US, ainsi que d'un supplément de 235 000 emplois rien qu'en février 2017, ce qui, combiné, permit un relèvement des taux directeurs de la *Federal Reserve Bank* et qui soutint la tendance à un retour aux taux d'escompte normaux [*back to normal*] ce à quoi s'appliqua, dès 2015, la Cheffe de la *Fed*, Janet Yellen. Tandis que Trump inscrit ce succès avec empressément sur sa propre bannière, tous les experts sont d'accord sur le fait que ce développement d'une tendance disposée à long terme est inscrite au seul compte de l'administration Obama. Ce par quoi Trump est un net bénéficiaire de son prédécesseur.⁸¹

C'est directement sur cette base que la proposition de budget de Trump de mai 2017 était d'autant plus contestable. Dans son premier projet de budget se révèle la vision de politique intérieure de Trump — y compris la réponse à la question de ce que signifie exactement « *to make America great again* » — mais cette fois au plus clairement pour le maquillage pathétique rhétorique. Car le projet de budget de Trump reçut —

⁷⁷ *Die Welt* : L'inscription à Yad Vashem „On écrit ainsi, lorsqu'on se trouve au sommet“ 24 mai 2017,

<https://www.welt.de/politik/ausland/article164874166/so-was-schreibt-man-wenn-man-auf-der-zugspitze-steht.html>

⁷⁸ Heather Long : *Le budget de Trump : Gros cadeaux aux riches, grosses réductions pour les pauvres*, dans *CNN Money*, 22 mai 2017, <http://money-cnn.com/2017/05/22/new/economy/itrump-budget-gift-to-rich/index.html>

⁷⁹ Dan Mercia : *L'administration Trump défend des amputation considérables des programmes sociaux et environnementaux*. Dans *CNN*, 23 mai 2017, <http://www.cnn.com/2017/05/23/politics/mulvaney-defends-trump-budget-201/>

⁸⁰ Chris Cillizza : *Budget de Donald Trumps : « 2+2=7 »*. *Le gourou fiscal américain dit du budget de Trump que c'est un rassemblement de campagne sur le papier*. Dans : *CNN Money*, <http://edition.cnn.com/2017/05/23/politics/trump-budget-2017/>

⁸¹ James Hohman : *The daily*: *L'équipe de Trump s'attribue de plus en plus le mérite des succès d'Obama*. Dans *The Washington Post*, 10 mars 2017, https://www.washingtonpost.com/news/powerpost/paloma/daily-202/2017/03//10/daily-202-trump-taking-more-and-more-credit-for-obama-successes/58c2661ae9b69b1406c75d59?utm_term=.27df12ae5598

aussi et directement par les forums d'experts (néolibéraux) sympathisants de l'économie et de la concurrence — l'évaluation de déséquilibré, radicalité et superficialité :

« Le premier budget de Trump peut être récapitulé de la manière suivante : de gros cadeaux aux riches, de grandes amputations pour les pauvres. Il donnerait considérablement plus d'argent à l'industrie de la défense et il paierait pour cela, si cela va selon lui, grâce à une amputation d'ensemble du réseau des assurances pour l'Amérique pauvre. Trump a proposé un budget de « blindés et de réductions fiscales ». Mick Mulvaney, directeur du budget de Trump, a clairement exprimé cela. Les plus grosses épargnes de ce budget proviennent des postes suivants :

1. « Amputation de *Medicaid* : plus de 600 milliards de \$US repartis sur 10 ans. »⁸² *Medicaid* est un programme d'aide aux pauvres qui ne peuvent pas s'acquitter d'un traitement médical d'un autre côté.
2. « Amputations des subventions de tickets-repas (*SNAP*) autour de 193 milliards de \$US sur 10 ans. »⁸³ Les *SNAP* sont une aide de l'état, avec laquelle ceux qui ne peuvent pas se nourrir à partir de leur revenu, peuvent se payer des repas ou utiliser des cantines.
3. « Amputations des aides aux étudiants, autour de 143 milliards de \$US sur 10 ans. »⁸⁴ Aux USA, l'endettement des étudiants atteint chaque année des taux record, parce que l'absence des aides de l'état pour les institutions de formation font constamment augmenter le prix des études, de sorte que la classe moyenne n'est plus en situation de s'acquitter des frais d'études de ses enfants.
4. « Réductions des pensions des employés de l'état autour de 63 milliards de \$US sur dix ans.

Mulvaney devait vraisemblablement rajouter un cinquième balle de fusil : des programmes d'aides aux personnes handicapées seraient massivement amputés. Tous ceux qui s'engagent pour les pauvres, se retrouvent comme paralysés devant la masse des amputations budgétaires. C'est un agenda « *Robin-des-bois à l'envers* », déclara par exemple le *Center on Budget and Policy Priorities* [*Centre sur les priorités politiques et budgétaires*], un *Think tank* [boîte à idée(s)] orienté à gauche, qui est une voix pour les Américains aux faibles revenus. »⁸⁵

Et cela signifie, en récapitulant, et aussi à partir de la vision de nombreux membres du parti républicain : Les fondements du réseau d'assurance sociale de l'Amérique sont mis en danger, tant dans leurs principes que dans la pratique.⁸⁶ Car : qui sont censés être véritablement les profiteurs des planifications budgétaires de Trump ? Paradoxalement, et en tout premier lieu, le moins possible, ces ouvriers non qualifiés [*ungelernt*] et membres de la classe inférieure qui, dans leur détresse [*No!*] et leur ignorance [*Unkenntnis*], ont élu Trump :

« Quels contribuables profiteront donc en réalité de Trump ? L'administration Trump défend sa « nouvelle vision de l'ordre » comme un « budget tout d'abord pour les contribuables ». Mais cela reste un mystère de savoir si une famille typiquement américaine s'en sortira mieux d'une manière ou d'une autre qu'auparavant. Ce que nous savons c'est que les riches, y compris Trump lui-même, paieront beaucoup moins d'impôts. « La claire majorité des avantages iront aux personnes ayant de hauts revenus », déclare Joe Rosenberg, un *Senior Research Asosiated* au *Tax Policy Center*, un *think tank* placé au-dessus des partis. Tous les taux d'imposition élevés des firmes et des personnes baisseront. Trump élimine aussi les taxes fiscales

⁸² Heather Long : *Le budget de Trump : Gros cadeaux aux riches, grosses réductions pour les pauvres*, à l'endroit cité précédemment.

⁸³ *Ebenda*.

⁸⁴ *Ebenda*.

⁸⁵ *Ebenda*.

⁸⁶ Tami Iuhbi : *Le réseau d'assurance sociale ts mis en danger par le budget de Trump*. Dans *CNN Money*, 23 mai 2017, <http://money.cnn.com/2017/05/22/news/economy/safety-net-trump-budget/index.html?iid=EL>

de l'*Obamacare* pour les riches investisseurs. Il y en a de ce genre qui bénéficieront de plus de 200 000 \$US d'allègement fiscal par an, alors que la moitié de l'Amérique n'a rien investi en bourse, et certes principalement pour la raison qu'elle n'a pas d'argent en plus pour ce faire. Le présumé plus gros cadeau aux riches c'est une élimination de l'impôt sur la fortune, les taxes de succession (*estate tax*). Aujourd'hui cet impôt n'est utilisé que sur des biens dont la valeur dépasse déjà 5,5 millions de \$US, mais Trump veut les supprimer complètement. »⁸⁷

Qu'aux yeux du magnat de l'immobilier, Trump⁸⁸, cela ne s'ensuit pas sans un désintéressement, parce que le président lui-même — quand bien même couvert par sa famille — se retrouve l'un des principaux profiteurs de la suppression des impôts des riches sur les valeurs immobilières, cela va de soi. La mentalité de se servir soi-même, ouvertement pratiquée par Trump, éveille même l'étonnement de *Wall Street* — lequel *Wall Street* sinon, autrement, en considération de l'enrichissement personnel par tous les moyens ne fait carrément jamais sa mijaurée : « Plus d'un à *Wall Street* sont ébahis par ce budget. Le cœur de ce programme ce sont des amputations de presque un billion de \$US sur 10 ans sur *Medicaid*, tickets repas et autres programmes de lutte contre la pauvreté », dit Greg Valliere, stratège en chef chez *Horizon Investments*. Il prévoit que ce budget pourrait « tomber sur un mur au Sénat ». Des sénateurs qui connaissent ce programme, savent bien qu'en pratique, il concerne toutes les régions et tous les niveaux du pays. Presque un cinquième des Américains ont recours aujourd'hui à *Medicaid*, et plus d'un sur dix, vivent des tickets repas. Or un partie considérable de ceux qui dépendent des aides gouvernementales (*government aid*) ont voté pour Trump. Sept des 10 états fédéraux, avec la part la plus élevée de leurs habitants, ayant recours aux tickets repas, sont allés vers Trump. L'état de Floride, un *swing state* décisif dans l'élection, fut du nombre. En addition aux tickets repas, Trump veut aussi amputer, jusqu'au point de le rendre méconnaissable, le programme d'assurance sociale aux handicapés *Social Security Disability Insurance* [*Assurance de sécurité sociale d'invalidité*], un programme central pour les gens qui sont physiquement dans l'incapacité de travailler, ainsi que l'aide temporaire apporter aux familles dans la détresse (*Temporary Assistance to Needy Families*), un programme central d'aide sociale. Mulvany ... argumenta en disant que Trump pût par ces amputations, faire sortir des millions de gens des aides d'état pour les remettre au boulot. « S'ils vivent des tickets repas, et sont physiquement aptes, il faut pour nous qu'ils aillent bosser » déclara Mulvaney. La principale objection à l'encontre de cela de la part des firmes, c'est qu'elles ne peuvent pas trouver de travailleurs qualifiés (*skilled worker*). Ceux qui proviennent des programmes d'aides de l'état, connaissent une pauvreté écrasante. En général, ils n'ont bénéficié d'aucunes sortes de formation, ni effectué aucun stage de reconversion vers l'économie de haute technologie actuelle. »⁸⁹

Pourtant les objections principales contre les plans budgétaires de Trump se trouvent simplement dans les chiffres qui, selon les experts, ne correspondent pas du tout à la réalité. Non seulement ceux-ci rendent risibles les artifices de comptabilité de l'équipe Trump, en prouvant que 2 billions de \$US furent, à deux reprises, portés au compte, « ce qui eût valu la mention « insuffisant » à un élève d'un cours d'économie pour débutant ». ⁹⁰ Dans l'ensemble du projet toutefois, le budget peut à peine tenir les promesses de ce qu'il propose :

⁸⁷ Heather Long Heather Long : *Le budget de Trump : Gros cadeaux aux riches, grosses réductions pour les pauvres*, à l'endroit cité précédemment.

⁸⁸ Carl Hegemann & Boris Groys ; *Trump et la fin des Faustiens*. Dans Carl Hegemann (éditeur) : *Comment on devient un trou-du-cul. Caputisme et colonialisme*. Alexander Verlag Berlin 2017, https://www.alexander-verlag.com/programm/titel/401-Wie_man_ein_Arschloch_wird.html

⁸⁹ Heather Long Heather Long : *Le budget de Trump : Gros cadeaux aux riches, grosses réductions pour les pauvres*, à l'endroit cité précédemment.

⁹⁰ *BBC News US & Canada* : *la Maison blanche dénie une erreur « monumentale » de comptage dans le budget*. 24 mai 2017, <http://www.bbc.com/news/world-us-canada-40023720>

« Des experts issus de toutes les nuances du spectre politique, disent que le plus gros problème avec le budget d'état de Trump, c'est la simple mathématiques qui n'y est même pas exacte. Le budget de Trump rajoutera assurément des billions de \$US de dettes à l'état. Trump a promis, dans sa campagne électorale, de ne pas toucher l'assurance sociale pour les pauvres ainsi que *Medicare*. Mais voilà qu'à présent, le président change d'opinion et propose des amputations dans l'assurance sociale accident et invalidité (*Social Security Disability Insurance*). En plus, Trump veut une hausse de 54 milliards de \$US des dépenses militaires par an. Si l'on prend tout cela ensemble, alors il ne reste plus rien d'autre que de découper le reste du budget avec un couteau à viande. Les libéraux crient contre ces amputations des pauvres, avant tout sur le programme de suppression des tickets repas qui préservent des millions d'enfants américains de la famine. Les conservateurs modérés sont aussi préoccupés par les coupes budgétaires dans l'éducation et dans la recherche scientifique. En pratique, tout scientifique est d'accord sur l'importance prépondérante de ménager aux adolescent un stage innovateur pour être équipés pour les emplois d'avenir et avec cela pour une saine économie de demain — quand, en plus, comme Trump l'espère, la croissance US doit progresser de 1,9 à 3% par an. Trump élimine tout le financement intérieur, lequel investit de fait pour l'avenir : l'éducation et la recherche fondamentale. Dans l'ensemble, le budget 2017 est bon pour les riches, épouvantable pour les pauvres et un point d'interrogation pour la classe moyenne. »⁹¹

En dépit d'une telle critique, et même aussi à partir des rangs propres au président et même encore des milieux plus ou moins néo-libéraux radicaux, on peut à peine s'attendre à ce que la proposition de budget de l'année à venir s'écarte substantiellement de ces lignes de programmation, car son principe supérieur, c'est l'accomplissement et la concordance d'avec les promesses électorales (dans tous ses aspects tout aussi extrêmes que souvent peu réalistes) — avec des conséquence incertaines.

VII — Deux questions pour la suite de la présidence

Quoique avec tout ce qui n'est pas automatiquement établi solidement, la faiblesse de Trump continuera forcément toujours de progresser, dans son propre parti républicain, mais dépendra beaucoup plus du comportement de son groupe d'électeurs à l'évolution des sondages à moyenne échéance, la tendance de perte de légitimation du président, qui lui est associée, est pourtant une menace constante pour l'administration Trump. Or elle marquera jusqu'à nouvel ordre le temps de fonction du national-populisme. La question c'est de savoir, premièrement, si et, en effet, sous quelles conditions, le tonneau à l'intérieur des Républicains pourra en arriver à déborder ; secondement, dans quelle mesure les autres, qui se trouvent dans l'opposition et après la défaite de Clinton, à savoir les Démocrates, pourraient y contribuer, alors qu'ils se trouvent eux-mêmes dans un processus de renouveau tout aussi chaotique que fondamental et comment s'y prendraient-ils alors, concrètement, avec le caractère attaquable de manière multidimensionnelle de ce président ?

D'une manière ironique, cela semble directement la multitude incroyable des surfaces d'attaque — qui n'a jamais existé à ce point et qui est donc carrément déroutante avec ses activités douteuses, voire jusqu'à louches et des cas de déni de justice ouvert du président — qui accroît les difficultés de l'opposition US pour construire un cas clair, à l'appui duquel elle peut écartier Trump de la présidence vers une fin prématurée, comme ce fut le cas pour Richard Nixon. Celui-ci avait suspendu toutes les règles et s'était mû en homme d'état immanent au système, au surplus il avait reconnu le rôle des médias dans la découverte de la vérité, mais avait fait *un* faux pas évident.

⁹¹ Heather Long : *Le budget de Trump : Gros cadeaux aux riches, grosses réductions pour les pauvres*, à l'endroit cité précédemment.

Par contre, Trump est tellement déplacé et étranger aux règles de manière si multidimensionnelle, qu'il refuse à forfait les médias et méprise par surcroît, quant à lui — avec sa manie des « faits alternatifs » et d'une manière qui n'a jamais existé — toute possibilité d'une découverte de vérité en soi de sorte que toute opposition rationnelle se heurte à la frontière d'un « totalement autrui », refusant le système en soi, ou bien le sapant activement — avec cela tout en déclarant sans effet les règles du jeu de manière unilatérale et arbitraire. À cela se rajoute qu'avec cette mise « hors levier de commande », mise en œuvre et réussie par Trump, de tout cet ensemble en usage des manières de procéder au sein de la culture politique, — laquelle est en soi une « chose civilement et religieusement sacrée » de la civilisation US, située dans l'interprétation anglo-saxonne de soi au fondement de la puissance mondiale américaine — depuis la fin du 19^{ème} et en particulier depuis le premier tiers du 20^{ème} siècle — les Républicains de son propre camp, comme les Démocrates [du camp soi-disant « adverse », *ndt*], se trouvent autant surmenés que dépassés jusqu'à nouvel ordre.

Ce qui reste ouvert, c'est combien de temps durera l'adaptation de ces derniers aux nouvelles circonstances, l'ajustage à celles-ci et la création d'un contre-mouvement actif et organisé, qui s'oriente dans un esprit constructif vers une contre-vision et une contre-idéologie qui soient parfaitement communicables pour le pays.

Par contre, valent pour les Républicains d'autres perspectives de développement. Il est solidement de fait que le parti républicain se trouve **avec** et — au plus vrais sens [physique, *ndt*] de ce terme — « **sous** » Trump dans un consolidation qui n'est qu'apparente. Celle-ci pourrait déboucher, au cours de l'année qui vient, sur un renouveau. Pour juger de ces perspectives, deux aspects sont prépondérants : un effet est leur union — forcée jusqu'à nouvel ordre — étant donné que Trump, avec ses partisans, a généré dans les premières semaines un *momentum*, que personne ne peut plus renier dans le parti. Mais avant tout aussi et secondement, sa libération latente, voire en effet sa purgation d'une captivité, dans laquelle le *Tea Party* sur une décennie — pour préciser depuis la campagne électorale qui conduisit à la première victoire de Barack Obama — l'a mis au ban et a exclu de ce fait ainsi tout candidat pensant [sainement, *ndt*] et charismatique. Avec Trump, la fraction du *Tea Party* se délabre de plus en plus vite, jour après jour au sein du parti républicain, mais avant tout aussi sa dimension extra-parlementaire, contextuelle-politique et de société civile, puisque l'**icône** et Une-Personne-Identité Trump rassemble en elle-même et personnalise tous les radicalismes du *Tea Party*. Avec cela, par Trump, le facteur le plus invraisemblable et au moindrement planifié — comme le dit le spécialiste de Stanford, Thomas O'Keefe, à la fin de janvier 2017 en conversation avec l'auteur — écarte, ou pour le moins ôte son rôle central, à l'aspect le plus dangereux, le plus paralysant et divisant au sein du parti républicain. Trump put donc, pour le moins à l'égard du parti républicain à longue échéance — pour préciser, projeté au-delà de lui-même — d'être une « surprise positive »... .

VIII — Perspective : raisons pour lesquelles Trump obtiendra encore du temps

Qu'est-ce qui nous attend, eu égard à ces circonstances, dans le cours ultérieur de la fonction de ce président le plus inhabituels de tous les présidents US de l'histoire ? Jusqu'où se mouvront les principes consciemment régressifs de Trump de « renouvellements du monde » ?

Le 18 mai dernier, le Démocrate afro-américain Al Green, comme premier parlementaire officiel, requit une procédure de destitution contre le président Trump — à cause d'abus de pouvoir. [Selon lui, *ndt*] Dans le cas de la mise à pied du chef du FBI Comey, Trump a voulu bloquer l'enquête contre lui en considération de ces contacts opaques avec la Russie et de leur rôle dans sa victoire électorale. Le « président doit être mis en accusation »⁹², selon Green.

⁹² **RAI Televideo** : *Green à la Chambre : impeachment pour Trump*, 18 mai 2017, p.151.01

Plus important pourtant : après, pas même un semestre en fonction, Alan Lichtman ne part pas seulement du fait qu'une révolte du parti républicain contre leur « propre » président est aussi possible. Or ceci est prévisible seulement après les élections intermédiaires à mi-mandat de novembre 2018, puisque jusque là, beaucoup de Républicains craignent pour leur ré-élection. Deux ans après l'élection à une présidence, ont lieu des « élections législatives à mi-mandat » (*midterm elections*) de la Chambre des Représentants et une partie du Sénat y sont nouvellement élus. Un président en fonction y perd en général à ses élections son temps de paix, puisque les Américains, après l'écoulement de la moitié du mandat, envoient presque toujours un signal que le président est sous observation et devrait faire mieux encore. Cette péréquation après l'élection d'un président au moyen un renforcement de l'opposition parlementaire, deux ans après est aussi pour cette raison une partie de « l'ADN » des électeurs US, parce qu'ils ont intériorisé le système du « *check and balance* [contrôle et compensation] ». Par ailleurs, ils ont profondément à cœur, pour encourager tension et inspiration, d'avoir un combat loyal (*fairen fight*) entre deux adversaires de même valeur et inclinent donc toujours pour ce faire à renforcer le plus faible — dans le cas d'un président en fonction de l'opposition.

La conséquence ? Eh bien si l'un des « *Grand Old Party* », après une défaite nette, doit clairement dominer numériquement les deux Chambres du Congrès lors des élections à mi-mandat, en novembre 2018, en se retournant contre son président mal aimé depuis le début qui a remporté l'élection présidentielle précédente, alors — pour la seconde fois après Richard Nixon — une campagne officielle sur l'option d'une procédure de destitution menacera désormais. Si finalement même une procédure « *d' impeachment* » devait être introduite, comme à l'époque pour Nixon, elle mènerait presque inéluctablement à la fin de Trump, étant donné que, comme mentionné, une telle procédure en Amérique — et du fait qu'elle est aussi dirigée contre un représentant et fonctionnaire de rang exceptionnel, n'est jamais formalisée s'il n'est pas assuré d'avance, par comparaison, que suffisamment de preuves se présentent pour une issue couronnée de succès. Il est vrai qu'une telle procédure peut durer des années et grèverait certes durablement une présidence pour cette raison, mais ne mènerait pas à court terme à la fin de l'ère de Trump qui vient tout juste de commencer. C'est pourquoi aussi la seule ouverture d'une procédure gratifierait les USA, leur gouvernement et leurs institutions de ce genre de nervosité et d'instabilité longuement persistantes et endommagerait la légitimité du président d'une manière si tenace que les murmures à tous les niveaux ne feraient que s'amplifier.

C'est pourquoi Trump aurait vraiment du mal aussi à atteindre la fin de son mandat — et à plus forte raison à envisager un second mandat — seulement avec la menace ou selon le cas l'option concrète officielle se trouvant dans l'espace d'un « *impeachment* ». Et ceci aussi même si, comme d'habitude, il se sert de sa propre imprévisibilité à son avantage — et qu'il prend des mesures dramatiques à l'égard de sa propre équipe en mettant en œuvre sa pratique éprouvée et impitoyable du « bouc émissaire » au sens d'un autocrate, et donc l'immolation en série de ses confidents proches afin de maintenir son propre pouvoir.

Paradoxalement, en dépit de ses conjonctions et jusqu'à nouvel ordre, les deux partis qui sont représentés au Parlement américain, sont avides de concéder plus de temps à Trump avant l'introduction d'une telle procédure — et bien entendu dans leur propre intérêt à eux. **Trois raisons** font loi pour que Trump en fonction obtienne plus de temps encore et que donc l'on ne doive pas trop vite le contremander.

Premièrement : Les Républicains veulent conserver leurs sièges jusqu'aux prochaines élections de novembre 2018 et profiter de la majorité qu'ils détiennent. Ils ne sont pas intéressés jusque-là à ce que quelque chose de décisif se produise avec leur président.

Deuxièmement : Les Démocrates, qui se trouvent dans l'opposition, veulent que Trump dispose encore de temps pour s'exposer pleinement et continuer de se démonter complètement de lui-même dans la vie publique américaine et devant le monde tout entier. Ils veulent laisser plus de temps à Trump pour produire

d'autres scandales, afin qu'aux prochaines élections, ils puissent les remporter plus hautement et qu'ainsi un populiste nationaliste de droite du genre de Trump n'attire pas de nouveau trop vite l'Amérique sur son orbite.

Troisièmement : Les deux partis veulent empêcher qu'au moyen d'une procédure trop rapide de destitution, après déjà quelques mois seulement, les électeurs de Trump ne reprennent la théorie de la conjuration et que l'argument se répande que *l'establishment* et les « anciennes élites » de la Côte-Est, étant donné qu'ils ne purent vaincre par les urnes contre Trump, eussent recours à présent, au moyen de la calomnie y compris le renversement s'y rattachant du Président en place au moyen de procédures (juridiques) extra-démocratiques. Un tel mythe de conjuration, après un renversement prématuré de Trump favoriserait une plus forte polarisation encore de la population américaine et ferait naître des ressentiments de vengeance et possiblement un extrémisme, qui mettraient en danger, à plus longue échéance encore la démocratie que l'ère de Trump le fait elle-même.

Les deux partis, sur la base de ces trois raisons, sont donc intéressés à ce que Trump obtienne encore du temps — avant une éventuelle intervention de l'enquêteur spécial actuel, Robert Mueller. Cela et le fait que Trump, avec ses 40% de satisfecit, enregistre certes le taux le plus mauvais de tous les présidents après quelques mois de fonction, mais jouit encore parmi ses électeurs d'un taux de 80% d'accord avec sa politique, sont la raison pour laquelle les Républicains jouent le temps et ne laissent pas encore tomber Trump, mais favorisent, au lieu de cela, seulement « quelques drames [en famille, *ndt*] à la Maison blanche ».

Ce qu'apportera l'évolution à venir, sera à voir sur ces bases.

Sozialimpulse 3/2017.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Roland Benedikter est professeur pour l'analyse politique multidisciplinaire en résidence au Centre *Willy Brandt* de l'Université de Wrocław/Breslau. Spécialiste du futur global à l'académie européenne *Bozen* et chercheur boursier du *Council on Hemispheric Affairs* de Washington DC.

Courriel : rolandbenedikter@yahoo.de